

Cinquième Plateforme régionale sur la Réduction des risques de catastrophes des Amériques

7 - 9 mars 2017 | Montréal, Canada | #SendaiAmericas



Programme virtuel

Canada



Table des matières

Messages de bienvenue des dignitaires

- 2 M. Ralph Goodale, ministre de Sécurité publique Canada
- 3 M. Robert Glasser, représentant spécial du Secrétaire général pour la Réduction des risques de catastrophes
- 4 M. Martin Coiteux, ministre de la Sécurité publique du Québec et responsable de la région de Montréal
- 5 M. Denis Coderre, maire de la Ville de Montréal

6 Note conceptuelle de la Plateforme régionale

9 Ordre du jour – programme

Notes conceptuelles des séances

- 13 Plénière 1 – Comprendre les risques dans les Amériques
 - 15 Parallèle 1 – Implantation et évaluation du Cadre de Sendai et liens avec les buts de développement durable
 - 19 Parallèle 2 – Innovations en résilience financière et financement du risque
 - 23 Parallèle 3 – Renforcer la capacité de résilience : les communautés autochtones et réduction des risques de catastrophes
 - 26 Plénière 2 – Réduction des risques de catastrophes, changements climatiques et développement durable
 - 29 Parallèle 4 – Autonomisation des femmes et des filles et égalité des genres en réduction des risques de catastrophes
 - 33 Parallèle 5 – Carrefour entre la sécurité de la de santé et la réduction des risques de catastrophes
 - 37 Parallèle 6 – Intégration des bénévoles dans la mobilisation sociale pour la réduction des risques de catastrophes dans le Cadre de Sendai
 - 40 Parallèle 7 – Renforcer la capacité de résilience des villes
 - 43 Parallèle 8 – Collaborer avec le secteur privé pour comprendre et réduire les risques
 - 49 Parallèle 9 – Les populations ayant des conditions de vie à risque élevé - Agents de changement pour la réduction des risques de catastrophes
 - 52 Plénière 3 – Atelier sur l'innovation en matière de réduction des risques de catastrophes – Solutions scientifiques et technologiques – format Café du monde
 - 55 Plénière 4 – Alertes au public et alerte précoce
-

- 59 Outils de communication**
 - Application pour la conférence
 - Avis de prise de photographies
 - Média sociaux
- 61 Liste de vérification à l'intention des voyageurs**
- 61 Services de courtoisie à l'aéroport**
- 62 Sécurité et mesures d'urgence**
- 62 Défi vidéo jeunesse**
- 63 Tribune IGNITE**
- 63 Le Marché / Exposition**
- 63 Forum public**
- 64 Exposition des photos du concours du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes**
- 64 Présence autochtone**
- 65 Conférence sur l'éco-responsabilité**
- 65 Reconnaissances**

Le gouvernement du Canada est heureux d'offrir cette brochure virtuelle de la Cinquième Plateforme régionale des Nations Unies sur la Réduction des risques de catastrophes dans les Amériques, qui offre un aperçu de cet événement. Cette brochure a pour but de faire de votre participation à la conférence une expérience des plus enrichissantes.

Messages de bienvenue des dignitaires

Message du ministre Ralph Goodale

À titre de ministre fédéral de la Sécurité publique et de la Protection, j'aimerais souhaiter la bienvenue à tous les délégués participant à la Cinquième Plateforme régionale sur la Réduction des risques de catastrophes des Amériques. Cet événement se veut une occasion de réitérer notre engagement collectif à l'égard du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030) et de mettre en commun des connaissances et des outils pour renforcer les approches nationales et hémisphériques en matière de résilience.

Cette année marque le 150^e anniversaire du Canada et offre une première occasion pour les gouvernements et les intervenants des Amériques de collaborer à l'adoption d'un plan d'action régional en vue de soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai. En choisissant de collaborer en tant que région lors de tels rassemblements, nous sommes en mesure d'élaborer des politiques, des programmes et des stratégies efficaces pour atténuer l'exposition aux risques de catastrophes et les vulnérabilités en la matière. Cette séance régionale est la première à être tenue depuis l'adoption du Cadre de Sendai et elle nous donnera l'occasion de donner le ton pour les tribunes à venir.

Cette Plateforme régionale renforce une approche pansociétale de gestion des catastrophes en rassemblant tous les intervenants, à savoir les secteurs public et privé, les organisations non gouvernementales et le milieu universitaire. Les délégués ont l'occasion de relater des exemples de réussite et de discuter des pratiques exemplaires, ce qui contribuera à accroître la capacité régionale dans les Amériques.

Nous reconnaissons l'ampleur des répercussions des catastrophes sur les collectivités de notre hémisphère et d'autres régions dans le monde et, je vous invite à mobiliser vos ressources pour aborder ces enjeux ainsi que les défis qui se situent au cœur des priorités de nos pays et sociétés, soit la sécurité et la prospérité de nos peuples de même que la protection et la préservation de l'environnement.

Au nom du gouvernement du Canada, je vous remercie des efforts soutenus que vous consacrez à la réduction des risques de catastrophes et de votre volonté à collaborer à renforcer la capacité de résilience des villes.

Merci.

L'honorable Ralph Goodale

Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada
Gouvernement du Canada



Message de M. Robert Glasser

Les catastrophes ont de lourdes répercussions qui gagnent en ampleur sur le développement socio-économique dans les pays aussi bien prospères que moins développés. Ces répercussions sont davantage ressenties dans les pays moins développés, qui peuvent voir leur budget de dépenses sociales diminuer de plus de 20 %. Dans certains pays, ce pourcentage se situe à plus de 60 %.

C'est sur cette toile de fond que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes souligne l'importance cruciale de gérer les risques de catastrophes plutôt que les catastrophes elles-mêmes. Cette transition doit s'opérer afin de réduire substantiellement les mortalités, le nombre de victimes, les pertes économiques ainsi que les dommages aux infrastructures essentielles causés par les catastrophes d'ici 2030 et ce, conformément à l'objectif du Cadre de Sendai.

La Plateforme régionale des Amériques tombe à point compte tenu de l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, d'une résolution portant sur les indicateurs mondiaux à utiliser pour évaluer la mesure dans laquelle les objectifs du Cadre de Sendai sont atteints.

Les Plateformes régionales auront un rôle crucial à jouer pour ce qui est de valider les évaluations biennuelles des progrès réalisés relativement à l'atteinte des sept objectifs mondiaux du Cadre de Sendai et des cibles pertinentes en matière de risque énoncées dans les objectifs de développement durable.

Cet événement donnera l'occasion de discuter de la préparation des régions du point de vue de la planification nationale et de la compilation des données essentielles pour connaître les progrès en matière de mise en œuvre au cours des 13 prochaines années.

Grâce aux efforts de tous les instants qu'elle consacre au renforcement de la capacité de gouvernance des risques de catastrophes, la région des Amériques est bien positionnée pour montrer comment relever ce défi. En fait, la région des Amériques est le parfait exemple d'une collaboration à tous les niveaux.

Bon nombre de pays, de villes et de collectivités des Amériques ont intégré la réduction des risques de catastrophes dans leurs plans généraux de développement et d'investissement et, on constate une meilleure compréhension, aussi bien dans le secteur public que privé, de l'importance de tenir compte des risques au moment d'investir dans de grandes infrastructures.

La dernière Plateforme régionale tenue en Équateur en 2014 a eu une influence fondamentale sur la définition du Cadre de Sendai et, celle-ci donnera le ton pour la mise en œuvre du Cadre à l'échelle de la région, notamment grâce à l'adoption d'un plan d'action régional en vue de soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans les Amériques. Cet événement contribuera de manière importante au façonnement d'un monde résilient et durable.



Au nom du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, je tiens à remercier le gouvernement du Canada d'avoir permis la tenue de cet événement. C'est un honneur pour moi de vous souhaiter la bienvenue à la Cinquième Plateforme régionale sur la Réduction des risques de catastrophes des Amériques.

Robert Glasser

Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) pour la Prévention des risques de catastrophes

Message du ministre Martin Coiteux

Dans le contexte où la sécurité de nos collectivités est essentielle pour assurer leur prospérité et leur développement économique et social, le Québec pose chaque jour des gestes concrets pour toujours mieux protéger les personnes et les biens.

À cet égard, le gouvernement du Québec a mis en place le Plan national de sécurité civile pour coordonner l'action gouvernementale dans les quatre dimensions de la sécurité civile, soit la prévention, la préparation, l'intervention et le rétablissement.

Lors de catastrophes, les municipalités sont des acteurs de premier plan en matière de sécurité civile. Dans cet esprit, le gouvernement travaille en collaboration avec elles afin de rehausser leur niveau de préparation pour faire face à des sinistres. Cette collaboration, et bien d'autres actions, découlent de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024, qui vise à accroître la résilience de notre société aux catastrophes.

Je souhaite que les échanges auxquels participera le Québec permettront d'alimenter les réflexions pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Enfin, je tiens à souhaiter la bienvenue aux participants à Montréal, la métropole du Québec.

Bons échanges!

Martín Coiteux

Ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire,
Ministre de la Sécurité publique et
Ministre responsable de la région de Montréal



Message du maire Coderre

C'est avec plaisir que Montréal accueille la Cinquième Plateforme régionale sur la Réduction des risques de catastrophes des Amériques.

Cette rencontre, qui regroupe quelque 1 000 participants de 35 pays et 20 territoires des Amériques, représente un moment privilégié pour partager notre expertise et s'inspirer des initiatives mises en place par d'autres métropoles.

La réduction des risques de catastrophes est au cœur des priorités de notre Administration. Plusieurs mécanismes ont été mis en place pour assurer la sécurité de nos citoyens et surmonter efficacement les conséquences d'un sinistre majeur.

En décembre 2014, Montréal a été la première métropole canadienne à joindre le réseau des 100 Villes résilientes, une reconnaissance qui contribue au positionnement de notre ville comme un chef de file dans le domaine de la sécurité publique et de la résilience au Canada.

Au cours des prochaines décennies, les désastres se feront malheureusement plus sévères et fréquents, et se complexifieront en raison de facteurs environnementaux, technologiques, socio-économiques et démographiques.

À Montréal, nous pouvons compter sur le Centre de sécurité civile et le Bureau de la résilience afin d'identifier les vulnérabilités et mettre en place des mesures de prévention et d'atténuation efficaces.

Plus que jamais, il est impératif pour les villes de développer une expertise en matière de gestion des risques, de promouvoir la prévention auprès de la population et d'encourager les comportements responsables.

Je souhaite à l'ensemble des participants un agréable séjour dans notre métropole et un congrès ponctué d'échanges fructueux.

Bienvenue à Montréal!

L'Honorable Denis Coderre

Maire de Montréal

vive 



Note conceptuelle de la Plateforme régionale

Les États membres des Nations Unies (ONU) ont renouvelé leur engagement de réduire les pertes et les risques liés aux catastrophes en adoptant le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (RRC) 2015-2030, lors de la troisième Conférence mondiale de l'ONU tenue en mars 2015 à Sendai, au Japon. Le Cadre de Sendai est une entente non contraignante de 15 ans qui reconnaît que l'État est le premier responsable de la RRC, mais qu'il peut partager cette responsabilité avec d'autres intervenants, notamment les administrations locales, le secteur privé et d'autres parties prenantes. Il vise le résultat suivant :

« Réduire considérablement les pertes et les risques liés aux catastrophes en termes de vies humaines, d'atteinte aux moyens de subsistance et à la santé des personnes, et d'atteinte aux biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des collectivités et des pays. »

Les Plateformes régionales pour la RRC offrent une tribune multipartite mise en place progressivement après la tenue de la Conférence mondiale au Japon en 2005. Malgré leurs caractéristiques variées, elles offrent toutes une tribune dynamique aux décideurs, partenaires, experts et praticiens qui souhaitent annoncer des initiatives, lancer des produits, échanger de l'information, promouvoir des campagnes, suivre les progrès et fournir des données probantes sur la réduction des risques de catastrophes.

La Cinquième Plateforme régionale sur la RRC des Amériques (PR17) est le principal lieu de réunion des intervenants et acteurs clés prenant part à la RRC à l'échelle de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Il s'agit d'une tribune participative multiseCTORielle qui reflète les engagements et les opinions des administrations (nationales, infranationales et locales), des organisations intergouvernementales, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, des organisations communautaires, des établissements scientifiques et universitaires, du secteur privé, des donateurs et des médias. Quatre Plateformes régionales pour la RRC des Amériques ont été tenues jusqu'à présent.

Sécurité publique Canada, au nom du gouvernement du Canada, accueille la PR17, en collaboration avec le Bureau régional de l'ONU pour la RRC (UNISDR). En offrant d'accueillir cette Plateforme régionale, le Canada démontre son appui indéfectible à l'égard de la stratégie internationale sur la RRC et son engagement envers les priorités et les objectifs du Cadre de Sendai pour la RRC 2015-2030.

Cette cinquième session aura lieu à Montréal (Québec), au Canada, du 7 au 9 mars 2017. Quelque 1 000 délégués y sont attendus, notamment des ministres, décideurs, praticiens, experts et gestionnaires des risques de catastrophes. La PR17 et la rencontre des ministres et

des hauts responsables marqueront la toute première occasion pour les gouvernements et les intervenants des Amériques de discuter et de convenir d'un plan d'action régional en vue de soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans les Amériques.

L'objectif de la PR17 est de déterminer comment les gouvernements, les ministres, les dirigeants de la société civile, les établissements techniques et scientifiques, le secteur privé et les médias pourraient orienter la mise en œuvre des activités et des mesures, de façon à atteindre les objectifs prévus au Cadre de Sendai pour la RRC 2015-2030 dans les Amériques, tout en renforçant les capacités au sein de la région.

Le programme de la cinquième session prévoira un certain nombre d'activités, par exemple : un segment intergouvernemental, des séances techniques et des séances parallèles et spéciales où les participants pourront interagir et discuter de la mise en œuvre du Cadre de Sendai, ainsi que mettre en commun les pratiques exemplaires et les leçons apprises. La PR17 se distingue du fait qu'un « Forum public » est offerte pour favoriser une plus grande participation du public aux échanges sur des sujets abordés à l'occasion de la PR17. De plus, l'un des principaux volets de la PR17 consiste en une réunion ministérielle d'une journée, dans le cadre de laquelle les ministres et les hauts responsables approuveront le Plan d'action régional (PAR) et la Déclaration de Montréal. Le PAR énonce les priorités du programme de RRC pour les deux prochaines années au sein des Amériques.

Voici les principaux résultats attendus de la cinquième session :

1. Déclaration de Montréal;
2. PAR pour soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans les Amériques;
3. Résumé du président;
4. Débats de la cinquième session de la PR17 pour la RRC des Amériques; et
5. Recommandations de la région des Amériques en vue de la Plateforme mondiale de 2017.

Et en voici les objectifs :

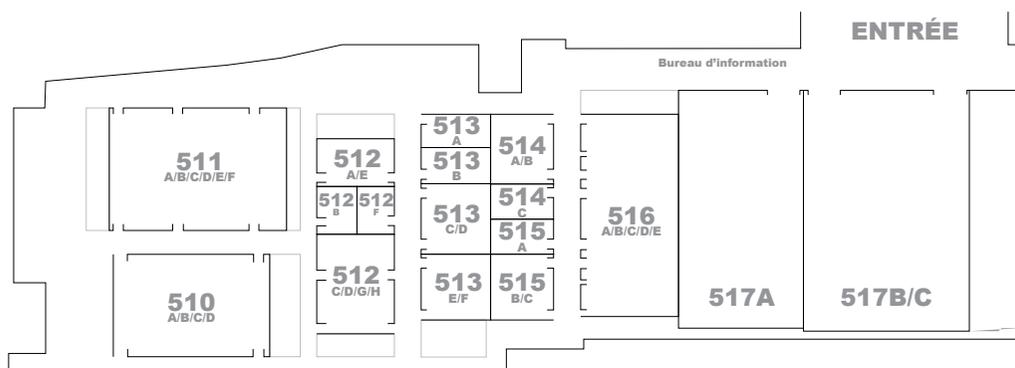
1. Cerner les approches et les mécanismes viables pour assurer la mise en œuvre du PAR;
2. Intégrer encore plus la RRC et l'adaptation aux changements climatiques (ACC) aux processus de planification du développement afin de progresser « vers un développement durable fondé sur les risques »;
3. Renforcer le rôle et la capacité des diverses parties prenantes, dont la société civile et le secteur privé, dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai;
4. Intégrer activement les réseaux de la société civile et les réseaux communautaires;
5. Faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans la région des Amériques, y compris les engagements pris par les parties prenantes;
6. Échanger les connaissances et les nouveaux outils pour renforcer la résilience nationale et locale face aux catastrophes, y compris les leçons apprises relativement au développement de la résilience dans un contexte de rétablissement;

7. Réviser le système de surveillance proposé pour le Cadre de Sendai, surtout en ce qui concerne les sept objectifs mondiaux à atteindre par tous les États membres;
8. Harmoniser les liens avec d'autres organes de l'ONU et organisations mondiales afin d'assurer la cohérence avec d'autres processus mondiaux (les objectifs de développement durable {ODD} et l'ACC), de même que cerner les secteurs précis nécessitant des mesures de suivi afin d'en tenir compte dans les contributions à apporter à la Plateforme mondiale et au processus des ODD à l'échelle nationale;
9. Reconnaître et renforcer le leadership sexospécifique dans le contexte des activités de RRC dans l'ensemble des Amériques;
10. Reconnaître et renforcer le rôle des connaissances et pratiques autochtones en matière de RRC dans l'ensemble des Amériques.

Les débats de la PR17 devraient contribuer à formuler les recommandations que fera la région des Amériques à la Plateforme mondiale, qui aura lieu à Cancún, au Mexique, du 24 au 26 mai 2017, de même que fournir des éléments à discuter à la prochaine séance du Forum politique de haut niveau sur le développement durable. Nous sommes impatients de poursuivre les discussions et la collaboration en matière de RRC dans les Amériques à l'occasion de la Plateforme mondiale et des Plateformes régionales subséquentes.

Pour toute information supplémentaire, veuillez consulter la [Note conceptuelle](#) intégrale.

Plan des salles



Ordre du jour/Programme

Pour obtenir des précisions au sujet des séances, y compris les objectifs et les résultats mesurables, veuillez vous reporter aux Notes conceptuelles des séances (à la suite de l'ordre du jour).

Jour 1 – 7 mars

- 09 h 00 – 11 h 00** **Mots d'ouverture et introduction par de hauts responsables**
Salle 517A
- Accueil traditionnel
 - Allocutions de bienvenue
 - Mots d'ouverture
 - Présentation du Défi vidéo pour les jeunes
- 11 h 00 – 19 h 00** **Tribune !GNITE**
Salle 516
Le marché / Exposition
- 11 h 00 – 11 h 20** **Pause**
Salle 517A
- 11 h 30 – 12 h 30** **Plénière 1 : Comprendre les risques dans les Amériques**
Salle 517A
Hôte : Ressources naturelles Canada (RNCan)
Hôte conjoint : REDULAC (University Network for Latin America and the Caribbean for Reducing Disaster Risk)
- 12 h 40 – 13 h 50** **Lunch**
Salle 517BC
- 14 h 00 – 15 h 50** **Parallèle 1 : Mise en œuvre et évaluation du Cadre de Sendai et établissement de liens avec les objectifs de développement durable**
Salle 517A
Hôte : UNISDR
Hôte conjoint : Gouvernement du Canada
- Salle 510 **Parallèle 2 : Innovations en matière de résilience financière et de financement des risques**
Hôte : Swiss Re
Hôte conjoint : Gouvernement du Mexique
- Salle 710B **Parallèle 3 : Renforcer la capacité de résilience: communautés autochtones et réduction des risques de catastrophes**
Hôte : Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC)
Hôte conjoint : Gouvernement du Mexique
- 16 h 00 – 19 h 00** **Déclarations officielles**
Salle 517A

- 16 h 00 – 17 h 00 Réunion de suivi du Cadre de Sendai**
Salle 517A Hôte : UNISDR
- Salle 710B **Accroître la résilience des moyens de subsistance agricoles**
Hôtes : World Animal Protection et CARE
- 17 h 00 – 19 h 00 Consultation sur le Plan d'action régional**
Salle 517A
- 17 h 00 – 18 h 00 Stratégie régionale pour intégrer la réduction des risques de catastrophes au secteur agricole et à la sécurité nutritionnelle**
Salle 710B Hôte : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- 18 h 00 – 19 h 00 Briser les silos, établir des ponts et intégrer des actions : Le rôle de la société civile dans la réduction des risques de catastrophes du Cadre de Sendai**
Salle 710B Hôte : Groupe du partenariat avec la société civile (Global Network)
- 19 h 00 Réception officielle**
Salle 710A

Jour 2 – 8 mars

- 08 h 00 – 19 h 00 Tribune !GNITE**
- 09 h 00 – 19 h 00 Le marché / Exposition**
Salle 516
- 09 h 00 – 09:10 Retour sur le jour 1, notamment les résultats du Forum public**
Salle 517A
- 09 h 10 – 10 h 20 Plénière 2 : Réduction des risques de catastrophes, changements climatiques et développement durable**
Salle 517A
Hôte : Environnement et Changement climatique Canada (ECCC)
Hôte conjoint : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- 10 h 30 – 12 h 30 Parallèle 4 : Autonomisation des femmes et des filles et égalité des genres pour la réduction des risques de catastrophes**
Salle 517A
Hôte : Affaires mondiales Canada (AMC)
Hôte conjoint : Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains (OEA)
- Salle 510 **Parallèle 5 : Carrefour de la sécurité en matière de santé et de la réduction des risques de catastrophes**
Heure 1 : Compréhension de la santé dans la gestion du risque lié à des aléas multiples
Heure 2 : Bâtir les capacités en santé et investir dans la réduction des risques de catastrophes
Hôte : Agence de la santé publique du Canada (ASPC)
Hôte conjoint : Organisation panaméricaine de la santé (OPS)

Salle 710B **Parallèle 6** : Intégration des bénévoles dans la mobilisation sociale pour la réduction des risques de catastrophes dans le Cadre de Sendai
Hôte: Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)
Hôte conjoint: *White Helmets* d'Argentine

12 h 40 – 13 h 50 **Lunch**
Salle 517BC

14 h 00 – 15 h 50 **Parallèle 7** : Renforcer la capacité de résilience des villes
Salle 517A **Hôte**: UNISDR
Hôte conjoint: Ville de Montréal

Salle 510 **Parallèle 8** : Collaborer avec le secteur privé pour comprendre et réduire les risques
Hôte : Bureau d'assurance du Canada (BAC)
Hôte conjoint : Alliance du secteur privé pour la résilience des sociétés en cas de catastrophe (ARISE)

Salle 710B **Parallèle 9** : Les populations ayant des conditions de vie à risque élevé -
Agents de changement pour la réduction des risques de catastrophes
Hôte : FICR
Hôte conjoint : Coalition pour la résilience des enfants et des jeunes en Amérique latine et dans les Caraïbes (CORELAC)

16 h 00 – 19 h 00 **Déclarations officielles**
Salle 510

16 h 00 – 17 h 00 **Réduction des risques de catastrophes dans le secteur de l'éducation dans les Amériques**
Salle 517A **Hôte** : Conseil d'éducation de l'Amérique latine et des Caraïbes (UNICEF, Save the Children, Aide et résilience, éducation et transition, Plan)

Salle 710B **Harmoniser la politique centraméricaine de gestion globale des risques au Cadre de Sendai**
Hôte : Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC)

Salle 710A **Programme culturel en l'honneur des femmes autochtones**
Hôte : AANC

17 h 00 – 19 h 00 **Consultation sur le Plan d'action régional** (à déterminer)
Salle 517A

Jour 3 – 9 mars

08 h 00 – 15 h 00 Tribune **IGNITE**
09 h 00 – 14 h 40 **Le marché / Exposition**
Salle 516

9 h 00 – 9:10 **Retour sur le jour 2, notamment les résultats du Forum public**
Salle 710AB

9 h 00 – 12 h 00 **Réunion ministérielle**
Salle 511 **Hôte** : Sécurité publique Canada
Objectif : Discussion sur les priorités nationales et les progrès accomplis en vue de la mise en place de stratégies de RRC nationales et locales d'ici 2020
Résultats mesurables :
1. Sensibilisation à la situation de haut niveau de la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans les Amériques
2. Approbation du Plan d'action régional et de la Déclaration de Montréal
Une pause de 30 minutes sera accordée pendant la séance pour la photo de groupe des ministres dans la salle 512CG

Salle 710AB **Plénière 3** : Atelier sur l'innovation en matière de réduction des risques de catastrophes – Solutions scientifiques et technologiques – format Café du monde
Hôte: Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC)
Hôte conjoint: Conseil international pour la science (CIUS)

12 h 10 – 13 h 20 **Lunch**
Salle 517BC

13 h 30 – 14 h 30 **Réunion ministérielle (suite)**
Salle 511 Présentation des résultats du Forum public
Présentation des résultats du Café du monde
Approbation du Plan d'action régional et de la Déclaration de Montréal

Salle 517A **Plénière 4** : Alertes au public et alerte précoce
Hôte: RNCan/ECCE
Hôte conjoint: Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA)

14 h 30 – 14 h 45 **Pause**

14 h 45 – 15 h 00 **Présentation par le gouvernement du Mexique sur la Plateforme mondiale de 2017**
Salle 517A

15 h 00 – 15 h 30 **Cérémonie de clôture**
Salle 517A

- Déclaration de Montréal
- Mots de la fin

16 h 00 – 16 h 30 **Conférence de presse**
Salle 512CG

Notes conceptuelles des séances

Plénière 1

Comprendre les risques dans les amériques

Aperçu Discussion entre experts sur la RRC dans les Amériques avec des représentants du gouvernement (RNCan), du milieu universitaire (REDULAC), du secteur privé (IBM), du secteur communautaire et autochtone (maire de Lampa, au Chili) et du secteur des organisations non gouvernementales (National Academies of Science). La séance est animée par un géoscientifique et communicateur professionnel.

Objectif Discuter des rôles respectifs et partagés du gouvernement, du milieu universitaire et du secteur privé pour assurer la compréhension des risques dans les Amériques. Pour ce faire, il faut diffuser les connaissances et l'expertise associées dans les communautés afin de faire avancer la collaboration et l'intégration régionales de façon à partager les méthodes d'évaluation des risques, y compris l'accès à des données ouvertes et à des outils d'évaluation des risques

Résultats mesurables

1. Utiliser l'Appli de la PR17 avant la réunion, colliger une liste des pratiques exemplaires, des méthodes et des outils existants qu'il faut mieux comprendre, ainsi qu'évaluer et estimer l'exposition, la vulnérabilité et les dangers dans les Amériques.
2. D'ici mars 2018, ajouter à cette liste, les renseignements recueillis au cours de la séance et les sources de données ouvertes à être déterminées.

Conférenciers et animateurs Modérateur : M. Fernando Munoz Carmona
Conférenciers :
Dre Lauren Augustine, National Academies of Science
Dr Gary Nestler, IBM
Mme Graciela Ortuzar Novoa, Mairesse, Lampa, Chili
M. Daniel Lebel, RNCan
M. Luis Carlos Martinez, REDULAC

Biographie des conférenciers



Fernando Munoz Carmona est un géoscientifique et un communicateur qui possède une expertise de la recherche, de l'administration, de la consultation et de la gestion de projet auprès d'organisations gouvernementales et privées. Au cours de ses mandats, il a été responsable de la mise en œuvre de projets de gestion de renseignements géoscientifiques (dangers, risques et ressources) en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Pérou, aux États Unis et au Venezuela. M. Carmona a aussi pris part à la détermination et à l'exploitation de ressources énergétiques et géothermiques renouvelables en Amérique du Sud, en mettant un accent particulier sur l'engagement des collectivités, du gouvernement et des entreprises géothermiques, ainsi que sur l'accès aux terres et aux ressources. Sa double formation et expérience des géosciences et des communications humaines ont façonné sa compréhension du lien entre les humains et leurs environs géologiques. Cette connaissance l'a aidé à exprimer les moyens et les ressources pour assurer une gestion efficace des ressources terrestres, la réduction des risques et la transformation sociale positive.



Dre Lauren Alexander Augustine est la directrice exécutive associée de la division des études de la Terre et de la vie et la directrice de la table ronde sur les catastrophes de l'organisme National Academies. Dre Augustine a été directrice de comté dans le cadre de l'initiative de développement de l'académie des sciences africaines de l'organisme National Academies. Elle a fait son entrée aux National Academies en 2002 en tant que directrice des études pour le Water Science and Technology Board du National Research Council, et elle a dirigé bon nombre d'études sur un éventail de sujets liés aux ressources hydriques, y compris les débits s'écoulant dans les cours d'eau au Texas, les espèces menacées du bassin des rivières Klamath et Platte, ainsi que l'hydrologie forestière. Auparavant, Dre Augustine a poursuivi ses études postdoctorales au United States Geological Survey, Water Resources Division, et elle a travaillé à l'Office of the Secretary du département de l'Intérieur. Dre Augustine a reçu son baccalauréat en sciences (mathématiques appliquées et systémique) et sa maîtrise en planification et en politique environnementales de l'Université de Virginie; elle a obtenu son doctorat de la Harvard University dans un programme interdisciplinaire qui combinait l'hydrologie physique, la géomorphologie et l'écologie.



Dr Nestler est un cadre accompli possédant 28 années d'expérience en entreprise et en gestion supérieure dans des organisations publiques (avec ou sans but lucratif) et privées de gestion des crises et des urgences, de logistique et de soins de santé. Il a élaboré des lignes directrices sur la planification opérationnelle stratégique, la conception des politiques et les communications interopérables qui sont propres aux activités d'interruption des menaces et d'atténuation des vulnérabilités. De plus, il a créé et dirigé des entités, des recherches, des formations et des exercices de plusieurs millions de dollars. Il est doué pour créer, maintenir et renforcer des relations stratégiques dans les communautés médicales, financières, universitaires, gouvernementales, commerciales et de la gestion des urgences. Dr Nestler est l'auteur d'un grand nombre d'articles et de présentations et, il offre fréquemment des allocutions dans le cadre de conférences nationales d'ordre éducatif, commercial et médical. De plus, il est un membre actif d'organisations nationales vouées à la protection civile, à l'intervention et au rétablissement. Avant son emploi à IBM, Dr Nestler était un associé principal et membre fondateur du Canary Group, un cabinet de conseil sur la gestion des crises et des urgences établi à Charleston en Caroline du Sud et à Asheville en Caroline du Nord.



Graciela Fernanda Ortúzar Novoa est mairesse de Lampa, au Chili, depuis 2008. Elle est une travailleuse sociale de métier et elle se dévoue et sert le public à Lampa depuis 1985, lorsqu'elle était à la tête de la direction du développement communautaire, après quoi elle a agi à titre de secrétaire générale de la société de développement social de Lampa. Mme Novoa travaille dans la communauté depuis plus de 30 ans, se distinguant par son leadership et son innovation en matière de travail social et de durabilité. L'ONU a reconnu son travail en la nommant ambassadrice itinérante après que, de Lampa, elle ait produit des réseaux d'appui à tout le Chili à la suite du tremblement de terre de magnitude 8,8, en 2010. À cette occasion, elle s'est déplacée un peu partout dans le pays avec des représentants du Programme de l'ONU pour les établissements, ce qui l'a conduit à faire partie de l'UNISDR. L'ONU l'a également nommée championne de la campagne de l'UNISDR portant sur la création de villes résilientes, prix qui, pour la première fois, a été remis à une autorité chilienne et à une autorité d'un

gouvernement local. Le travail administratif de Mme Novoa à Lampa et au Chili a fait en sorte que Mme Novoa est devenue membre du comité environnemental technique de l'Association des municipalités chiliennes et membre du comité de résilience, en plus d'agir à titre de présidente du comité de l'environnement et des transports de l'Association des municipalités rurales. En outre, en raison de son travail actif auprès de femmes leaders, elle a réussi à faire inclure Lampa dans le réseau ibéro américain des municipalités pour l'égalité des sexes. Cette organisation a nommé Mme Novoa vice présidente de la promotion de l'égalité des valeurs et des principes de l'égalité matérielle dans la sphère municipale, commençant par la voix et la présence de femmes habilitées. Aujourd'hui, Mme Novoa continue de promouvoir l'équité entre les sexes, le développement durable et l'engagement social en sa qualité de conseillère régionale du parti du renouvellement social.



Daniel Lebel est directeur général de la Commission géologique du Canada, Direction de l'Atlantique et de l'Ouest du Canada de RNCan depuis septembre 2011. Avant cela, en avril 2009, il était devenu directeur général régional de la région de l'Atlantique d'Environnement Canada. À ce titre, il a encadré l'intégration stratégique régionale ministérielle de programmes, de services et de relations avec les provinces atlantiques et d'autres intervenants à l'aide d'accords de partenariats de coopération environnementale et d'autres mécanismes semblables. Il compte plus de 20 années d'expérience dans la fonction publique canadienne aux échelles fédérale et provinciale, y compris une longue période au service de la Commission géologique du Canada et de la province de Québec. Au fil des années, M. Lebel est passé de chercheur à cadre dans plusieurs régions, a encadré la mise en œuvre de plusieurs programmes scientifiques et technologiques, a siégé à divers conseils de programme nationaux et comités consultatifs et a soutenu le développement stratégique et l'établissement d'initiatives fédérales visant à aborder des questions liées à l'environnement, à l'énergie renouvelable, à l'énergie fossile, aux ressources minérales et au Nord, et ce, tout en collaborant étroitement avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, l'industrie et les universités.



Luis Carlos Martinez est un ingénieur civil qui a fait des études supérieures de spécialisation et de maîtrise en prévention et gestion des risques de catastrophes naturelles, de développement durable et de catastrophes naturelles. Il a été consultant auprès d'organismes publics et privés sur le plan national et international en matière de gestion des risques de catastrophes naturelles, de même que professeur dans différents établissements d'études supérieures au niveau du premier cycle et du cycle supérieur. Actuellement, il occupe les fonctions de directeur général de REDULAC.

Parallèle 1

Implantation et évaluation du cadre de Sendai et liens avec les buts du développement durable

Aperçu

Passer en revue les indicateurs dont on a convenu afin de mesurer les progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs mondiaux du Cadre de Sendai et les ODD, en plus d'avoir l'occasion de commenter le système de surveillance du Cadre de Sendai qui est proposé. Au

cours de la séance, on passera aussi en revue les travaux accomplis en Paraguay, un pays visé par la mise à l'essai d'indicateurs nationaux de surveillance des progrès au chapitre du risque de catastrophe. On y examinera également les lacunes existantes qu'il faut combler, y compris les lacunes en matière de données statistiques liées aux catastrophes, de systèmes nationaux de comptabilisation des pertes et d'autres données complémentaires dont on a besoin pour mesurer le Cadre de Sendai et les indicateurs des ODD dont on a convenu internationalement. Ces travaux comprendront une discussion sur les capacités nationales permettant de recueillir des données exhaustives sur l'incidence économique des catastrophes et d'évaluer le risque de catastrophe en vue d'établir une surveillance nationale efficace et, finalement, des systèmes d'aide à la décision éclairés par les risques. Pour que les données liées aux catastrophes soient regroupées à l'échelle nationale aux fins de surveillance, il faut établir des partenariats solides entre les institutions de gestion des catastrophes, les organismes nationaux de la statistique et d'autres ministères responsables pertinents en vue de rationaliser la production, la collecte, la déclaration et l'analyse des données de manière à exploiter les capacités existantes, à tirer parti des efforts à venir au titre des ODD et à réduire le fardeau financier et administratif imposé aux pays. Au cours de la séance, on proposera un partenariat destiné à réaliser ces aspirations. En dernier lieu, on y trouvera aussi une discussion sur les liens entre le Cadre de Sendai et les ODD et les possibilités de tirer parti de ces initiatives pour renforcer la RRC.

Objectifs

1. Présenter les recommandations du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée de l'ONU chargé des indicateurs et de la terminologie, ainsi que les ODD selon le groupe international d'experts interinstitutions pour la mesure des objectifs mondiaux du Cadre de Sendai et des ODD. Un système proposé de surveillance du Cadre de Sendai sera également présenté, comprenant des aspects des fonctions d'analyse proposées ainsi que des niveaux d'application aux échelles nationale et régionale.
2. Passer en revue l'état de la surveillance des objectifs mondiaux du Cadre de Sendai pour la RRC et l'établissement de bases de référence nationales (état de préparation national). Cela comprendra l'étude des possibilités de collaboration régionale.
3. Discuter des liens entre les programmes de développement, et, en particulier, du travail commun à entreprendre inter alia par les organismes nationaux de la statistique au moment de rendre compte des indicateurs qui sont associés à eux, des structures de gouvernance et des possibilités de générer des gains d'efficacité alors que nous nous efforçons d'assurer l'implantation, y compris le « partenariat mondial pour les données liées aux catastrophes pour le développement durable de 2017 à 2025 », qui sera proposé à la séance de 2017 à venir de la Plateforme mondiale sur la RRC.
4. Reconnaître la nécessité, pour la communauté de la statistique internationale, d'appuyer l'application de rigueur et des normes statistiques, ainsi que d'intégrer les données liées aux catastrophes aux statistiques officielles. Reconnaître aussi la nécessité d'appuyer la capacité de rendre compte des données non statistiques du Cadre de Sendai. Cette reconnaissance sera prise en considération dans le résumé de la séance et fera partie du résumé du président ainsi que des recommandations à présenter par la région des Amériques dans la Plateforme mondiale de 2017 sur la RRC.

Résultats mesurables

1. Recevoir la rétroaction issue de la PR17 sur la RRC dans les Amériques et l'intégrer en vue de la Plateforme mondiale de 2017 sur la RRC au cours de l'élaboration du système de surveillance du Cadre de Sendai et de déterminer l'état de préparation des données pour ce qui est de rendre compte des objectifs mondiaux du Cadre de Sendai et des ODD.
2. Recevoir les commentaires à prendre en considération au moment de former un « partenariat mondial pour les données liées aux catastrophes pour le développement durable de 2017 à 2025 », y compris l'établissement d'un groupe régional qui soutiendra ce partenariat mondial prévu dans les Amériques.

Conférenciers et animateurs

Modératrice : Mme Alicia Bárcena, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Conférenciers :

M. Marc Gordon, Unité de surveillance de Sendai de l'ONU

Mme Stéphanie Durand, Sécurité publique Canada (SP)

M. Joaquín Roa, ministre du Secrétariat national des urgences du Paraguay

Mme Emily Wilkinson, Overseas Development Institute (ODI), Risk and Resilience Programme

M. Carlos Picado, Comisión Nacional de Emergencias (CNE) du Costa Rica

Biographie des conférenciers



Alicia Bárcena est actuellement la secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC). Auparavant, elle a été secrétaire générale adjointe à la gestion au siège de l'ONU situé à New York et, elle a été chef de cabinet et chef de cabinet adjointe auprès de l'ancien secrétaire général, M. Kofi Annan. Alicia Bárcena a aussi occupé les postes de secrétaire exécutive adjointe et de directrice de la division de l'environnement et de l'habitat de la CEALC, en plus d'agir à titre de coordonnatrice du Programme de l'ONU pour le développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes. Mme Bárcena est titulaire d'un baccalauréat en sciences (biologie) et d'une maîtrise en administration publique de la Harvard University. Le 2 septembre 2014, elle a reçu un doctorat honoris causa de la University of Oslo, en Norvège.



Marc Gordon dirige l'Unité de surveillance de Sendai d'UNISDR, qui est à la tête de la surveillance de l'implantation du Cadre de Sendai pour la RRC par l'intermédiaire de ses sept objectifs mondiaux. Auparavant, M. Gordon a coordonné l'examen biennal du Cadre d'action de Hyogo tout en coordonnant les relations avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, le G20, le G8 et le G7. De 2006 à 2012, M. Gordon a établi et dirigé l'unité des partenariats avec les donateurs et les entreprises de l'UNISDR. Avant cela, il a été le directeur du programme de prévention des risques et de préparation aux catastrophes – Asie du Sud est de la Commission européenne, travaillant à Bangkok. Il a rempli divers rôles où il a abordé des questions liées aux catastrophes pour les conflits, les urgences complexes et les crises politiques et chroniques.



Stéphanie Durand est la directrice générale des Politiques et relations avec les intervenants à SP depuis 2013. Elle est responsable de diriger l'élaboration de politiques et de programmes de gestion des urgences pour le gouvernement du Canada dans des dossiers comme l'atténuation des catastrophes, l'interopérabilité des communications, les alertes publiques ainsi que d'autres initiatives liées à la réduction des risques de catastrophes, la résilience communautaire, les interventions, les préparatifs et les mécanismes de rétablissement. De septembre 2008 à mai 2013, Mme Durand était la directrice générale des communications à SP. Elle était responsable de diriger la fonction des communications pour le Ministère, y compris la prestation de conseils en matière de communications stratégiques, la gestion de programmes de promotion et de publicité, l'encadrement des affaires publiques et des relations avec les médias, ainsi que la direction des efforts de communication en cas de crise à l'échelle du gouvernement pour le gouvernement du Canada. Mme Durand a dirigé les interventions coordonnées liées aux affaires publiques face aux questions de sécurité et de sécurité publique liées aux réunions du G8 et du G20, les efforts de coordination des affaires publiques concernant la sécurité lors des Jeux olympiques de 2010 à Vancouver, ainsi que les interventions du gouvernement du Canada en matière de communications lors de cas à haute visibilité liés à la sécurité nationale.



Joaquín Roa Burgos est le ministre du Secrétariat national de l'énergie du Paraguay. Auparavant, il a occupé le poste de conseiller spécialisé en gestion et en réduction des risques pour le Programme de l'ONU pour le développement (PNUD) et le Bureau du coordonnateur résident du système de l'ONU au Paraguay ayant offert un soutien et une aide technique aux ministres précédents au chapitre de la gestion des risques de catastrophes. De plus, M. Burgos a été à la tête de la mission de l'Équipe de réserve de l'ONU chargée de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophe (UNDAC) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) de l'ONU en Bolivie (2007). Il est un expert des affaires humanitaires et de l'Équipe de réserve de l'ONU chargée de l'UNDAC. Il a été président de la première réunion des ministres et des autorités de haut niveau sur l'implantation du Cadre de Sendai pour la RRC de 2015 à 2030 dans les Amériques, tenue à Asunción, au Paraguay, les 8 et 9 juin 2016. Il a été mis en candidature à deux reprises pour le prestigieux prix Sasakawa, d'abord en 2015, puis de nouveau en 2017.



Dre Emily Wilkinson est chargée de recherche principale à l'ODI, Risk and Resilience Programme. Depuis 15 ans, elle est chercheuse et conférencière dans le domaine de la gestion des catastrophes et des risques pour le climat, s'intéressant à la gouvernance, au changement institutionnel et à l'apprentissage social en réaction aux risques. Dre Wilkinson est directrice de la recherche pour le programme Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters Programme (BRACED) financé par le ministère du Développement international et qui est le programme de tête de la recherche sur la gestion des risques de catastrophes pour le réseau Climate and Development Knowledge Network. De plus, elle est l'enquêtrice principale d'un projet de fonds de recherche sur les défis mondiaux concernant les facteurs de risque dans les petits États insulaires en développement. Dre Wilkinson est une auteure principale chargée de la coordination du rapport de la Commission européenne intitulé Science for Disaster Risk Management 2017 et, elle a publié plus de 30 articles, rapports et chapitres de livre sur les interventions sociales face aux catastrophes et aux changements climatiques.



Carlos Picado travaille pour CNE depuis 25 ans où il dirige divers programmes et, il est actuellement le chef du développement stratégique du système national de gestion des risques. Il a été responsable de l'élaboration de la politique nationale sur les risques et du plan national de gestion des risques et, depuis 2009, il organise les forums nationaux annuels sur les risques. M. Picado est également professeur à l'Université du Costa Rica ainsi que professeur et membre du cours de maîtrise du conseil universitaire de la gestion des risques de l'Université centrale. Par ailleurs, il est professeur du cours de maîtrise en gestion des risques à la faculté latino américaine des sciences sociales et professeur du cours de maîtrise en gestion publique à l'Institut centraméricain d'administration publique. M. Picado possède un diplôme en sociologie de l'Université du Costa Rica, une maîtrise en gestion de projets de développement de l'Institut centraméricain d'administration publique et un doctorat en philosophie de l'Université du Costa Rica.

Parallèle 2

Innovations en résilience financière et financement du risque

Aperçu

Depuis 2000, les catastrophes naturelles ont fauché 253 000 vies et fait plus de USD 920 milliards de dollars en dommages économiques dans tout l'hémisphère occidental. En plus des pertes de vies tragiques, 50 % seulement de ces pertes économiques sont assurées, faisant en sorte que le reste doit être absorbé par les gouvernements et leurs citoyens. Ces dommages économiques peuvent avoir des répercussions durables sur la capacité d'un pays de croître et de prospérer, venant souvent gâcher les plans de développement les mieux établis. Les gouvernements de partout dans le monde reconnaissent ce défi et mettent en œuvre des moyens novateurs de financer ces pertes inévitables conjointement avec leurs efforts de réduction des risques. Des pays, des entités non souveraines et des consortiums de pays mobilisent le marché privé en vue de transférer les risques liés aux catastrophes des bilans gouvernementaux aux marchés mondiaux. Au cours de cette séance, les participants apprendront des pionniers du domaine en quoi ces missions ont apporté de la certitude aux scénarios de catastrophes, de quelle façon leurs programmes ont vu le jour et comment ils évoluent selon les risques auxquels ils sont exposés.

Objectifs

1. Comprendre en quoi les gouvernements de l'ensemble de la région élaborent des programmes visant à réduire les répercussions économiques des catastrophes, à soutenir les collectivités et à faire participer le secteur privé à cette tâche.
2. Comprendre les défis associés à la mise en œuvre et partager les pratiques exemplaires pour ce qui est d'encourager de meilleures stratégies de gestion des risques des gouvernements nationaux aux gouvernements et aux collectivités non souverains.
3. Apprendre en quoi les organismes de développement international transforment leur approche en matière d'aide humanitaire par la mise en œuvre de protocoles de transfert de risques et de programmes visant à réduire le temps de retard du financement du rétablissement après les événements.

Résultats mesurables

1. Déterminer des mécanismes de financement des risques différents qui pourraient être envisagés par les pays.
2. Relever les défis auxquels les gouvernements font face au moment de financer les efforts de rétablissement ainsi que les points d'inflexion pour le développement de systèmes holistiques de gestion financière visant à relever ces défis.

Conférenciers et animateurs

Moderateur : M. Paul Kovacs, Institute for Catastrophic Loss Reduction, Université Western
Conférenciers :

M. Roy Wright, Federal Emergency Management Agency des États Unis (FEMA)

Mme Kathy Baughman McLeod, Oceans for the Nature Conservancy

M. Rubem Hofliger, Swiss Re

M. Jonathan Serrano Venancio, ministère de l'Intérieur du Mexique

M. Andres Quevedo, ministère des Finances de la Colombie

M. Luis Alton, Banque mondiale

Biographie des conférenciers



Paul Kovacs est le fondateur et le directeur exécutif de l'Institute for Catastrophic Loss Reduction à l'Université Western et chef de la direction de la Société d'indemnisation en matière d'assurances. Depuis 1996, M. Kovacs est un auteur collaborant au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le principal forum mondial d'étude des questions climatiques. Le Groupe d'experts a remporté le Prix Nobel de la paix de 2007 pour « les efforts pour construire et diffuser une meilleure connaissance sur les changements climatiques provoqués par l'homme ». Il est la principale autorité du Canada en matière d'assurance et de changements climatiques et, il est un auteur collaborant à de nombreux rapports internationaux et canadiens sur la réduction du risque de pertes associé aux tremblements de terre, aux inondations et aux vents violents. Depuis plus de 35 ans, il est un commentateur populaire sur l'assurance, la sécurité face aux catastrophes et la politique économique. Il a en outre écrit plus de 200 publications et articles et, il est un défenseur passionné de l'assurance, de la résilience face aux catastrophes et de l'adaptation aux extrêmes climatiques. M. Kovacs a travaillé dans l'industrie privée, le secteur public et le milieu universitaire. Il est coprésident du groupe de travail sur les infrastructures et le logement de la Plateforme canadienne d'adaptation. Il est également coprésident du groupe de travail sur les sciences et la technologie de la Plateforme nationale pour la RRC. M. Kovacs siège par ailleurs à un certain nombre de conseils et de comités consultatifs. Il est fier d'être un mari et un père, ayant une collection croissante de nœuds papillon.



Roy Wright agit à titre d'administrateur associé adjoint de la FEMA des États Unis d'Amérique. Il dirige le secteur de l'assurance fédérale et de l'administration de l'atténuation de la FEMA, qui exécute les programmes de gestion des risques, de réduction des catastrophes et d'assurance inondations. Sous la direction de M. Wright, ces programmes servent de catalyseurs en vue d'accroître la compréhension et de renforcer les mesures proactives de manière à aider les membres des collectivités à réduire leurs pertes attribuables aux dangers naturels. De plus, M. Wright dirige un certain nombre de programmes de la FEMA, tels que le programme national d'assurance inondations, les programmes d'atténuation et de résilience et le programme

national de réduction des dangers liés aux tremblements de terre, ainsi que le programme national de sécurité des barrages. Les programmes de la FEMA favorisent une culture consciente des risques, rend possible un rétablissement plus rapide à la suite de catastrophes liées aux inondations et aborde des vulnérabilités à long terme pour les vies, les biens et le bien être dans les collectivités de tout le pays. M. Wright préside le groupe interinstitutions appelé le Mitigation Framework Leadership Group qui coordonne les efforts d'atténuation et de résilience dans l'ensemble du gouvernement fédéral en consultation avec les gouvernements étatiques, locaux, tribunaux et territoriaux et avec le secteur privé. M. Wright est également responsable de la prestation de l'aide technique à la préservation environnementale et historique dans tous les programmes de la FEMA. M. Wright a été nommé au Federal Senior Executive Service en 2013. Il détient une maîtrise en administration publique de la George Washington University et un baccalauréat ès arts en science politique de l'Université Azusa Pacific. Lors de ses fonctions précédentes, M. Wright a agi à titre de consultant stratégique, de cadre de programme pour le programme Risk MAP de la FEMA et de conseiller en politiques auprès du secrétaire de l'Intérieur, mettant l'accent sur les mesures de conservation des terres. Étant originaires de Californie, M. Wright et sa famille vivent en Virginie du Nord.



Kathy Baughman McLeod est directrice générale des risques et des investissements côtiers, Oceans for the Nature Conservancy. Elle dirige une équipe mondiale de professionnels faisant avancer les capacités des infrastructures naturelles, dont les récifs et les milieux humides, en vue de protéger les personnes et les biens le long des côtes, d'assurer la séquestration du carbone et d'améliorer les pêches, entre autres, à l'aide des sciences, des politiques et des finances et, en mobilisant les secteurs de l'assurance, de l'ingénierie et des investissements. L'organisme The Nature Conservancy cherche à faire des investissements dans la nature une pratique normale pour rendre les collectivités et les économies plus saines et plus résilientes face aux changements climatiques. Le travail de projet et de programme est centré sur les États Unis, le Mexique, la région des Caraïbes, l'Australie, l'Indonésie et la Papouasie Nouvelle Guinée.



Rubem Hofliger est vice président directeur de l'Amérique latine chez Americas Global Partnerships, équipe Swiss Re, étant responsable de renforcer la relation avec les gouvernements nationaux et infranationaux dans la région en aidant ceux-ci à établir une stratégie de gestion des risques solide. Il s'est joint à Swiss Re en avril 2013 en qualité d'agent principal des risques. Auparavant, il a été conseiller principal en politiques auprès de la Banque mondiale, étant responsable d'élaborer des notes stratégiques sur l'exécution du budget postérieur aux catastrophes et de mécanismes d'assurance pour les pays clients. M. Hofliger a travaillé pendant neuf ans pour l'organisme responsable du fonds pour les catastrophes naturelles (FONDEN) du gouvernement du Mexique; entre autres, il a agi à titre de directeur général de FONDEN de 2007 à 2012. Au cours de cette période, M. Hofliger a joué un rôle clé pour faire évoluer FONDEN afin d'en faire un programme de couverture plus sophistiqué, y compris la mise en œuvre Multicat Mexico ainsi que l'établissement de la couverture pour excédent de sinistre de FONDEN. Il détient un diplôme en droit de l'Université de Guadalajara, un diplôme d'études supérieures en fiscalité et une maîtrise en politiques publiques de l'Université ibéro américaine de la ville de Mexico. En 2008, il a été nommé membre du Groupe

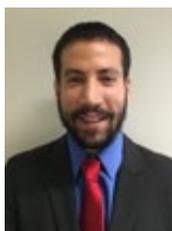
consultatif sur le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU, et, en 2010, il a été désigné membre du Haut comité consultatif du Réseau international de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la gestion financière des catastrophes de grande ampleur. Il a été le coauteur du livre FONDEN: Mexico's Natural Disaster Fund - A Review (2012), financé par la Banque mondiale; il a été l'auteur du chapitre « FONDEN: strengths, weaknesses, challenges and perspectives » du livre Climate Change, Natural Hazards and Health in Mexico (El Colegio de México, 2011); et il a été l'auteur du chapitre XIV, « Mexican Experience », du livre Natural Catastrophes Insurance Cover (Insurance Compensation Consortium, Espagne, 2008). M. Hofliker est né au Brésil et détient les nationalités mexicaine et brésilienne, parlant couramment l'espagnol, le portugais et l'anglais.



Jonathan Serrano Venancio est directeur général adjoint de la coordination, de l'analyse et du cadre juridique pour la gestion des risques au ministère de l'Intérieur du Mexique (SEGOB). Parmi ses fonctions principales, on trouve la coordination du fonctionnement des instruments financiers de la gestion des risques à la direction générale de la gestion des risques du SEGOB, plus précisément en ce qui concerne les questions liées à la gestion des risques de catastrophes et à la résilience; la mise en œuvre de programmes de formation pour l'accès à de tels instruments financiers. M. Venancio détient un baccalauréat en administration publique et en science politique et une maîtrise en géographie. Il a reçu plusieurs certificats en leadership et gestion sociale, de même qu'en administration publique, en politiques gouvernementales et publiques ainsi qu'en négociation juridique et en résolution de conflits.



Andres Quevedo est un économiste détenant une maîtrise en économie et comptant plus de 17 années d'expérience de la gestion et du financement du risque. Il dirige des projets financiers et économiques pour un certain nombre de sociétés des secteurs privé et public. Il est professeur agrégé adjoint en risque, en évaluation et en économie ainsi que chef du risque pour le ministère des Finances de la Colombie, ayant des responsabilités en matière de risques financiers, de stratégie relative aux dettes à moyen terme et de passif éventuel, entre autres. Il est en outre responsable du financement des risques de catastrophes et de la stratégie de gestion de la protection pour la Colombie.



Luis Alton est un spécialiste du financement lié aux risques de catastrophes au Programme de financement et d'assurance contre les risques de catastrophes de la Banque mondiale. Dans le cadre de son travail, il s'intéresse à l'intégration des risques financiers liés aux catastrophes dans les cadres de finances publiques ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité des dépenses à la suite de catastrophes. M. Alton possède sept années d'expérience pratique en gestion des finances publiques. Ses champs d'expertise comprennent l'analyse et la réforme des dépenses publiques, la transparence fiscale ainsi que la formulation et la conception de réformes de politiques financières sur les risques de catastrophe. M. Alton est Autrichien et détient un baccalauréat ès sciences de la London School of Economics et une maîtrise ès sciences de la University College Londo (les deux en science économique).

Parallèle 3

Renforcer la capacité de résilience : les communautés autochtones et la réduction des risques de catastrophes

Aperçu Le Cadre de Sendai nécessite que les gouvernements mobilisent directement les communautés autochtones au cours de la conception et de la mise en œuvre des politiques, des plans et des normes, en plus de se servir des connaissances et des pratiques traditionnelles, autochtones et locales pour compléter les connaissances scientifiques dans le domaine de la RRC. Au Canada, l'importance de l'établissement de relations renouvelées entre les communautés autochtones et non autochtones, s'appuyant sur le respect mutuel et le partenariat, est devenue prioritaire. Un discours linéaire et les discussions qui s'en suivront souligneront en quoi l'approche du Canada vis à vis la réconciliation peut renforcer la résilience et éclairer des approches visant à assurer la mobilisation parmi les populations autochtones. En outre, ce groupe de discussion stimulera une discussion sur la RRC parmi les communautés autochtones et leurs collègues non autochtones et les dirigeants communautaires dans toutes les Amériques. Les participants apprendront les efforts qui sont en cours dans les communautés autochtones pour réduire les risques et planifier des stratégies de résilience. Le groupe de discussion éclairera le milieu de la réduction des risques dans son ensemble sur des moyens, des stratégies et des pratiques exemplaires qui sont convenables sur le plan culturel et qui respectent les connaissances existantes au sein des communautés autochtones.

- Objectifs**
1. Trouver des pratiques exemplaires convenables sur le plan culturel pour permettre aux communautés autochtones de participer à la conception et à la mise en œuvre de politiques, de normes et de plans liés à la RRC qui s'harmonisent avec le Cadre de Sendai.
 2. Faciliter la prise de conscience des stratégies, des défis et des pratiques exemplaires en matière de RRC et la discussion à ce sujet entre les experts autochtones et le milieu de la RRC en général.
 3. Offrir une plateforme où soulever les questions qui éclaireront les discussions liées aux communautés autochtones à la Plateforme mondiale de 2017 sur la RRC.

Résultat mesurable Recueillir des commentaires sur la création d'un réseau international d'information sur les catastrophes autochtones qui fera avancer les travaux en matière de RRC autochtones et qui garantira que les experts autochtones disposeront d'un mécanisme de partage des connaissances et des pratiques exemplaires.

Conférenciers et animateurs

Modérateur : M. Todd Kuiack, AANC

Conférenciers :

Mme Nuvia Mayorga Delgado, Commission nationale pour le développement des peuples autochtones, gouvernement du Mexique

Sénateur Murray Sinclair, sénateur canadien

M. John C. Scott, ONU

Dr Evan Adams, Autorité sanitaire des Premières nations

Mme Madeline Redfern, maire de la ville d'Iqaluit

M. Sergio Cabañas, Centre de commandement des interventions, Guatemala
Mme María Diocelinda Iza Quinatoa, Movimiento de Mujeres de Sectores Populares Luna Creciente, Équateur
Mme Kim Tallbear, Université de l'Alberta
M. Moyses Hernandez, Groupe Con aroma de café-X, San Pedro Pochutla, Oaxaca, Mexico

Biographie des conférenciers



Todd Kuiack est actuellement directeur de la Gestion des urgences à des urgences à AANC. Avant de se joindre à AANC, M. Kuiack a occupé un certain nombre de postes de niveau supérieur au ministère des Affaires étrangères et du Commerce. Ses affectations à l'étranger comprennent le Mexique, le Chili et Cuba, et, plus récemment, il a été ambassadeur à la République dominicaine de 2009 à 2012. Alors que M. Kuiack était en République dominicaine, le tremblement de terre qui a frappé le pays voisin d'Haïti l'a conduit à diriger l'évacuation de plus de 100 Canadiens, en plus de collaborer avec les autorités locales aux questions de gestion des urgences à la suite du tremblement de terre. M. Kuiack est membre actif du Groupe de travail sur la résilience des Autochtones et, il a dirigé plusieurs ateliers et tables rondes sur le « renforcement de la confiance et de la résilience dans les communautés autochtones » à la Plate forme nationale pour la RRC.



Nuvia Mayorga Delgado est directrice générale de la Commission nationale pour le développement des peuples autochtones du gouvernement du Mexique. Dans l'État de Hidalgo, elle a été coordonnatrice de l'administration et des finances au ministère de l'éducation de l'État; directrice générale des dépenses au ministère des Finances du gouvernement de l'état de Hidalgo, où elle a été coordonnatrice de la commission permanente des agents budgétaires du Mexique et présidente du conseil de coordination du système national de coordination budgétaire du Mexique. Elle s'est par la suite jointe à la Chambre des députés à l'occasion de la LXIIe législature en tant que députée fédérale, à titre de présidente du comité du budget et du compte public. Nuvia Mayorga Delgado a été conférencière lors de divers séminaires et forums sur des questions liées à l'économie et aux Autochtones, en plus d'être chroniqueuse hebdomadaire au El Sol de México. En janvier 2013, Mme Delgado a été nommée directrice générale de la Commission nationale pour le développement des peuples autochtones.



Le sénateur Murray Sinclair a été nommé en juin 2009 président de la Commission de vérité et réconciliation du Canada qui s'intéresse aux personnes touchées par le système de pensionnats indiens. Il a été le premier juge d'origine autochtone du Manitoba et le deuxième au Canada. Il a été nommé juge en chef adjoint de la Cour provinciale du Manitoba en mars 1988, a été nommé à la Cour du banc de la Reine du Manitoba en janvier 2001 et a été nommé co-commissaire, conjointement avec le juge en chef adjoint de la Cour du banc de la Reine A. C. Hamilton, de l'Enquête publique sur l'administration de la justice et les peuples autochtones. En 2000, le juge Sinclair a achevé le Rapport de la Commission d'enquête sur le service de cardiologie, portant sur la mort de 12 enfants survenue en 1994 dans le cadre du programme de cardiologie infantile du Health Sciences Centre de Winnipeg. Le sénateur Sinclair a reçu un prix national décerné aux Autochtones en plus de bien d'autres prix pour service communautaire, de même que huit diplômes honorifiques pour son travail dans le domaine de la justice autochtone.



John C. Scott, au nom de plusieurs organismes de l'ONU, coordonne un certain nombre d'initiatives destinées à faire participer les communautés autochtones à la RRC. En mai 2013, à Genève, il a organisé et présidé la séance des Autochtones au bureau de l'ONU pour la Plateforme mondiale sur la RRC; de plus, il est à été le coauteur d'un livre blanc sur le même sujet pour la séance de 2013 de l'Instance permanente de l'ONU pour les questions autochtones. M. Scott a organisé et présidé la consultation hémisphérique de l'OPS sur la RRC de 2013 et, il a été le principal auteur de la Commission des droits de l'homme de l'ONU au chapitre de la promotion et de la protection des droits des communautés autochtones quant aux initiatives de RRC, de prévention et de préparation. M. Scott est un membre inscrit des tribus indiennes de l'Alaska appelées Tlingit et Haida.



Dr Evan Adams est membre de la Première nation Tla'amin (Sliammon), près de Powell River en Colombie Britannique. Il est médecin-chef de l'Autorité sanitaire des Premières nations. Avant cette nomination, il était agent de santé provincial adjoint pour la Colombie Britannique. En 2007, il a été nommé le tout premier médecin conseil en santé d'origine autochtone de la Province. Dr Adams a pris part à la consultation hémisphérique sur les communautés autochtones, et il a parlé de façon générale de questions de santé en les reliant à la RRC dans les communautés autochtones. Dr Evan Adams est aussi un acteur canadien primé.



Madeleine Redfern est née à Iqaluit, au Nunavut. Elle est actuellement la mairesse de la ville d'Iqaluit pour un deuxième mandat. Mme Redfern est très engagée envers sa collectivité, et elle cherche à être accessible, sensible et responsable. Elle compte plus de 25 années d'expérience de travail à des questions liées au logement, à l'éducation et à la formation, à la justice, aux services communautaires, aux soins pour enfants d'âge préscolaire, au développement des entreprises et de l'économie et à la gouvernance. Mme Redfern est une diplômée de l'école de droit d'Akitsirag, possédant un diplôme en droit de l'Université de Victoria. Après avoir obtenu son diplôme, elle a travaillé à la Cour suprême du Canada pour la juge Charron, puis elle a été chercheuse juridique à Nunavut Tunngavik Inc. et directrice exécutive de la Commission de vérité de Qikiqtani. Elle est actuellement présidente de l'Office du contentieux du Nunavut. Dans ces fonctions, Mme Redfern a beaucoup travaillé dans les domaines de la gouvernance, du droit, de la législation et des politiques. L'expertise de Mme Redfern s'appuie sur l'établissement de partenariats et le renforcement des capacités locales en vue d'atteindre le but qu'est l'autonomie gouvernementale et la bonne gouvernance. Mme Redfern travaille en de collaboration avec l'industrie, les gouvernements, les organisations autochtones et les collectivités, contribuant à l'évaluation et à la détermination de stratégies et d'approches visant à obtenir de meilleurs résultats. Mme Redfern est aussi présidente du groupe Ajungi, d'Ajungi Tourism, de Northern Robotics et d'Arctic Decontamination.



Sergio Roberto García Cabañas possède un diplôme en gestion du risque intégral de l'Université de San Pablo Of Guatemala. Il est un spécialiste des catastrophes aux échelles nationale et internationale. Sa nomination la plus récente est celle de secrétaire exécutif CONRED, à titre de directeur du système de commandement des interventions. Il assume ce poste à l'institution depuis 2008. M. Cabañas a reçu diverses mentions honorifiques sur les scènes nationale et

internationale : conseiller d'honneur; Monja Blanca au deuxième degré; croix pour services distingués de l'armée guatémaltèque; signaleur du corps de pompiers municipaux méritants; Croix-Rouge guatémaltèque; médaille de bravoure à titre de membre du service d'incendie municipal; médaille d'excellence décernée à Orlando, en Floride, par le National Institute of Civil and Military Agencies; et une mention honorable de vice président de la République pour son aide apportée lors du tremblement de terre d'Haïti. M. Cabañas a offert son soutien en qualité de délégué national à l'occasion de divers événements, tels que des tremblements de terre, des inondations, des accidents aériens et des ouragans au Guatemala et dans divers pays du monde.



María Diocelinda Iza Quinatoa (Movimiento de Mujeres de Sectores Populares Luna Creciente, Équateur) est une dirigeante nationale de renom au sein du mouvement autochtone de l'Équateur. Elle est la fondatrice de l'OMISCSE (Organización de Mujeres Indígenas y Campesinas Sembrando Esperanza), une coalition de plus de 25 organisations d'agriculteurs d'origine autochtone et d'agricultrices dans sa province de Cotopaxi, dont elle est la présidente depuis bon nombre d'années, soit depuis sa fondation en 1998. Les groupes de femmes de son réseau local, Sembrando Esperanza (Nourrir l'espoir), s'emploient à réduire la vulnérabilité face aux inondations, aux sécheresses, au vent, aux dommages causés par la neige et à l'érosion. Mme Quinatoa possède une profonde expérience de la conservation, de l'agriculture durable, de la participation politique et de l'analyse des politiques relatives aux marchés et au libre échange. Elle a récemment reçu sa maîtrise en communications interculturelles, avec un accent sur les genres, de l'Université Centroaméricaine du Nicaragua.



Kim Tallbear est une citoyenne de la tribu de Sisseton-Wahpeton Oyate, au Dakota du Sud, aux États Unis. Elle est également une descendante des tribus de Cheyenne et d'Arpaho de l'Oklahoma. Elle est titulaire d'une chaire de recherche canadienne sur les Autochtones, la technoscience et l'environnement, en plus d'être professeure agrégée à la faculté des études autochtones, à l'Université de l'Alberta. Mme Tallbear étudie la politique raciale de la « conversion génétique » en sciences et dans la culture populaire. Elle a publié des articles de recherche, de politiques, d'examen et d'opinions sur diverses questions liées aux sciences, à la technologie, à l'environnement et à la culture.

Plénière 2

Réduction des risques de catastrophes, changement climatique et développement durable

Aperçu

Les dangers liés au temps et au climat représentent une menace considérable pour le développement durable. Pour que les collectivités soient résilientes et durables, leur conception et leur fonctionnement doivent être éclairés par les risques auxquels elles font face et, elles doivent être adaptées de manière à réduire au minimum les répercussions éventuelles de ces risques. Pour optimiser la réduction des risques, il faut se fier à une intégration efficace de notre compréhension de la variabilité et des changements climatiques, de la résilience face aux catastrophes et du développement durable dans plusieurs secteurs et administrations. Au cours

de cette séance, à l'aide d'exemples précis et de leçons tirées, on se penchera sur la façon dont l'intégration des politiques et des programmes sociaux et de réduction de la pauvreté aux stratégies de gestion durable des ressources naturelles, de prévention des risques et de lutte contre les changements climatiques peut contribuer à rendre les politiques interinstitutions plus ciblées et plus efficaces, offrant ainsi de meilleures perspectives pour le développement durable authentique et pour le renforcement de la résilience. Ces éléments de scénario seront examinés dans l'optique de trois questions : Comment peut-on assurer efficacement l'intégration? Y a-t-il des obstacles systémiques? S'agit-il de possibilités non réalisées?

Objectif Déterminer les possibilités d'accroître l'intégration entre les domaines de l'ACC et du développement durable relativement à la RRC dans les Amériques.

Résultats mesurables Produire une liste de pratiques exemplaires ou d'outils qui servent ou pourraient servir à mieux intégrer et rationaliser la RRC et le développement durable par rapport à la variabilité et aux changements climatiques.

Conférenciers et animateurs

Modérateur : M. David Grimes, ECCC

Conférenciers :

M. Ronald Jackson, Organisme caraïbe d'intervention rapide en cas de catastrophe

Mme Matilde Mordt, Programme de l'ONU pour le développement

M. Roy Barboza, CEPREDENAC

M. Rodney Martínez, Instituto Oceanográfico de la Armada (INOCAR-Équateur)

Biographie des conférenciers



David Grimes, un diplômé de l'Université Brock, est sous ministre adjoint et chef du Service météorologique du Canada (SMC) depuis juillet 2006. M. Grimes compte à son actif bon nombre de réalisations au cours de sa carrière de 40 ans au SMC en ce qui concerne les opérations de prévisions météorologiques, le Centre climatologique canadien et l'élaboration des politiques scientifiques. Il est reconnu pour son raisonnement stratégique et novateur, sa capacité de résoudre efficacement les problèmes et son style de leadership engageant.

M. Grimes est le représentant permanent du Canada à l'Organisation météorologique mondiale (OMM), en plus d'être le représentant principal du Canada auprès du Groupe des observations de la Terre. En 2015, il a été réélu président de l'OMM pour un deuxième mandat de quatre ans. Au cours de sa présidence, il a dirigé avec succès l'élaboration et l'adoption du plan de mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques. M. Grimes a été l'un des négociateurs du Canada pour la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques et, il a participé au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, en plus de diriger conjointement la délégation du Canada à la troisième Conférence mondiale de l'ONU sur la RRC qui a conduit à l'adoption du Cadre de Sendai pour la RRC de 2015 à 2030.



Ronald Jackson compte plus de 16 années d'expérience de la gestion des risques de catastrophes dans la région des Caraïbes. Il est actuellement directeur exécutif du CDEMA et, il a agi à titre de directeur général et directeur général adjoint du Bureau de planification préalable et de gestion des urgences en cas de catastrophe (ODPEM) en Jamaïque. M. Jackson a fait apport de son expertise à la coordination des interventions nationales face à l'incidence

des ouragans Charlie et Ivan (2004) ainsi que Dennis et Emily (2005); de la dépression tropicale 16 et de la tempête tropicale Nicole qui a suivi (2010); et, plus récemment, de l'ouragan Sandy (2012). M. Jackson a contribué à l'élaboration des Guidelines for Child-Friendly Disaster Management and Response, au rétablissement du réseau dédié de communication de l'ODPEM et à la révision du plan de bien être d'urgence. En 2010, M. Jackson a reçu un certificat de louanges de la communauté des Caraïbes pour sa contribution aux efforts de sauvetage et de rétablissement dans la foulée du tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti. Il a également été président du forum de dialogue sur la politique des Caraïbes de la Banque interaméricaine de développement, coprésident du réseau interaméricain de gestion des catastrophes et représentant des États membres de CDEMA au sein du comité d'examen à mi parcours du Cadre d'action de Hyogo et du comité postérieur à 2015 sur le Cadre d'action de Hyogo, en plus des consultations dans le cadre du Sommet humanitaire mondial de 2016.



Matilde Mordt dirige l'équipe du développement durable et de la résilience au carrefour régional du PNUD situé au Panama où l'on offre une aide technique et des conseils stratégiques en Amérique latine et dans les Caraïbes sur le programme de 2030 et la réduction de la pauvreté, l'environnement et les changements climatiques, ainsi que la gestion des risques de catastrophes. Mme Mordt possède 25 années d'expérience en Amérique latine et dans les Caraïbes, collaborant avec l'ONU, les banques de développement régional et les agences de développement bilatéral, en plus de travailler comme consultante indépendante. Avant d'occuper ce poste, elle était gestionnaire de la pratique au Environment and Energy Group du Bureau for Policy Development à New York, encadrant un portefeuille mondial sur l'environnement, les changements climatiques et l'énergie. Les domaines d'expertise de Mme Mordt sont les changements climatiques, la gestion durable des ressources naturelles, et le développement rural. Mme Mordt a combiné le travail de développement à la recherche et à l'enseignement à l'Université de Gothenburg, en Suède, et à plusieurs centres de recherche en Amérique centrale. Entre autres, Mme Mordt a pris part à l'élaboration de plusieurs rapports de développement humain nationaux et régionaux dans le cadre du PNUD, et elle est la coauteure du rapport de 2016 sur le développement humain dans les Caraïbes intitulé Multidimensional Progress - Human Resilience Beyond Income.



Roy Barboza est un ingénieur civil avec spécialisation en génie environnemental. Il a plus de 25 ans d'expérience professionnelle dans les domaines du génie environnemental, de l'assainissement, de la gestion exhaustive de la vulnérabilité aux catastrophes, de l'enseignement et de la formulation de projets en matière d'environnement, d'économie et de santé. Il a travaillé avec des organisations nationales et internationales, il a été cadre exécutif de la Banque centraméricaine d'intégration économique responsable des questions environnementales et vice ministre du Logement et des Établissements humains du Costa Rica et il a occupé d'autres postes importants au sein du Système d'intégration de l'Amérique centrale. Depuis le 1er janvier 2014, il est secrétaire de direction du CEPREDENAC. Ses derniers emplois en administration publique sont les suivants : vice-ministre du Logement et des Établissements humains au sein du ministère du Logement et des Établissements humains du Costa Rica (de 2010 à 2013) et secrétaire de direction du Regional Water Resources Committee jusqu'en 2010.



Rodney Guillermo Martínez Güingla est un ancien officier de marine, océanographe et BMA en gestion de projets de développement. Responsable du département des sciences de la mer INOCAR-Équateur et secrétaire du Ecuadorian Antarctic Programme (1997-2003). Coordonnateur scientifique du Centro Internacional para la Investigación del Fenómeno de El Niño (CIIFEN) (2004-2015). Directeur international de CIIFEN (2015 à aujourd'hui). Auteur/coauteur de 45 publications scientifiques; conférencier dans le cadre de 70 conférences internationales. Coordonnateur de plusieurs projets régionaux et d'activités de renforcement des capacités liées aux services climatiques, à la gestion des risques et à l'adaptation en Amérique latine. Principaux domaines de recherche : impacts régionaux d'El Niño-oscillation australe et développement de l'interface utilisateur climatique. Membre du Climate and Ocean Variability, Predictability, and Change Pacific Panel, de la World Meteorological Organization Commission of Climatology Management Group, du World Climate Research Programme Joint Scientific Committee et du Comité permanent du Système mondial d'observation du climat.

Parallèle 4

Autonomisation des femmes et des filles et égalité des genres en réduction des risques de catastrophes

Aperçu

Discussion sur des moyens pratiques d'autonomiser les femmes à toutes les phases de la gestion des risques de catastrophes, qu'il s'agisse de la planification et de la prise de décision, de la prévention des catastrophes et de l'atténuation, de l'intervention en cas de catastrophe et de secours, de rétablissement, de remise en état et de reconstruction en adaptant une approche fondée sur l'égalité des genres et les droits. À la suite d'un témoignage en guise d'introduction par une personne qui a vécu et travaillé dans le contexte d'une catastrophe récente (p. ex. l'ouragan Matthew en Haïti), notre modératrice experte orientera la discussion en groupe dans un format conçu et fondé en fonction des « objectifs » indiqués ci-dessous. Les membres du groupe de discussion répondront aux questions de la modératrice en fonction de leurs expériences et de leurs points de vue, abordant à tour de rôle les quatre phases de la RRC (atténuation ou prévention, préparation, intervention, rétablissement). Le thème principal de la séance consistera à présenter une orientation pratique en matière de politiques et des pratiques exemplaires fondées sur les récits directs ou « de première ligne » de femmes et de filles relatant ces phases.

Objectifs

1. Promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres à toutes les phases de la RRC et de la gestion des risques de catastrophes, échanger des connaissances et fournir des outils et des pratiques exemplaires aux intervenants afin d'assurer le renforcement et l'acquisition de capacités dans les Amériques.
2. Déterminer les lacunes existantes, surtout aux phases de planification et de conception de la gestion des risques de catastrophes.
3. Proposer des options pratiques pour combler ces écarts et, formuler des recommandations claires de mesures destinées à faire avancer l'autonomisation des femmes et la perspective liée aux genres dans le contexte de la gestion des risques de catastrophes et de la RRC.
4. Recommander des domaines à envisager pour une mesure, une discussion ou une étude approfondie portant sur ce thème.

Résultats mesurable Formuler une liste de plateformes et d'outils existants, de pratiques exemplaires et de recommandations stratégiques qui soutiennent l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres dans tous les domaines de la RRC, que l'on fera transmettre aux organisations de tous les niveaux dans les Amériques.

Conférenciers et animateurs Modératrice : Mme Melanie Goodchild, Waterloo Institute for Social Innovation and Resilience
Conférenciers :
Mme Carmen Moreno, Commission interaméricaine des femmes (CIF)
Mme Dinoska Yadira Perez Garcia, comité permanent du Honduras sur les urgences
Dre Virginia Clervaux, directrice, Department of Disaster Management and Emergencies, îles Turques et Caïques
Mme Relinda Sosa, directrice, Plataforma Comunitaria Comité y Redes de Honduras « Wagucha »
Mme Jacinda Fairholm, PNUD
Mme Esmé Lanktree, Croix-Rouge canadienne (CRC)

Biographie des conférenciers



Melanie Goodchild, chercheuse universitaire principale associée en affaires autochtones ainsi qu'ambassadrice et boursière Suncor à Waterloo Institute for Social Innovation and Resilience (WISIR). Elle fait partie du peuple Anishinaabe, le clan de l'original et, elle est membre de Biigtigong Nishnawbeg dans le nord ouest de l'Ontario. Melanie détient une maîtrise ès arts en sociologie et parachève actuellement son doctorat en durabilité sociale et écologique à l'Université de Waterloo. Elle est chercheuse universitaire et ambassadrice autochtone auprès de WISIR. Elle est également avocate principale en relations autochtones au Bureau national de la CRC. Mme Goodchild a été choisie parmi 35 femmes de partout dans le monde pour participer au programme de boursiers de 2015-2016 organisé par la Leadership Foundation du International Women's Forum; ce programme comprend une instruction et une formation pour cadres de Harvard à la Harvard Business School située à Cambridge, au Massachusetts. Mme Goodchild a par ailleurs été choisie pour prendre part au programme Women Leading Global Change à l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) à Fontainebleau, en France. Elle faisait également partie des 28 Canadiennes choisies par le Peter Lougheed Leadership Institute pour participer au tout premier événement Getting to Maybe: A Social Innovation Residency pendant 28 jours au Banff Centre, en Alberta, après quoi elle est retournée à Banff en 2016 en tant qu'ancienne participante devenue mentor. Mme Goodchild siège aux conseils nationaux du Réseau canadien d'étude des risques et dangers et du Rhizome Institute for the Future of Food. Elle est conseillère dans le cadre du programme Nourish: The Future of Food in Healthcare de la J.W. McConnell Family Foundation. Elle est aussi membre de la Iron Butt Association: conduire sa Harley-Davidson sur une distance de 1 000 miles en 24 heures lui a valu sa plaque d'« une des conductrices les plus coriaces au monde ».



Carmen Moreno est secrétaire exécutive de la CIF. Elle est une internationaliste et une diplomate, ayant commencé à militer pour les droits des femmes et l'égalité des genres lorsqu'elle était membre de la délégation mexicaine à la première Conférence des femmes de l'ONU. Elle a depuis été ambassadrice du Mexique au Costa Rica et au Guatemala, en plus d'être la représentante permanente du Mexique à l'OEA. En 2003, le secrétaire général de l'ONU a nommé Carmen Moreno directrice de l'Institut international de recherche et de formation pour

la promotion de la femme. En juillet 2009, Mme Moreno a été nommée secrétaire exécutive de la CIF de l'OEA, et elle occupe toujours ce poste. Établie en 1928, la CIF est le seul forum sur la politique hémisphérique consacré aux droits de la femme et à l'égalité des genres dans les Amériques. La CIF est composée de 34 déléguées, soit une de chaque État membre de l'OEA et, elle est devenue le forum principal des Amériques pour débattre de la politique sur les droits de la femme et l'égalité des genres ainsi que formuler cette politique.



Dinoska Yadira Perez Garcia est directrice de l'unité des projets sociaux et de la gestion, Comisión Permanente de Contingencias (COPECO). Elle est une ingénieure civile du Honduras possédant une maîtrise en gestion de projet. Son thème de maîtrise s'intitulait « Sistema de Información y Documentación en Gestión de Riesgo de Desastres de Honduras » (Système d'information et de documentation pour la gestion des risques de catastrophes au Honduras). Mme Garcia est actuellement candidate à une maîtrise en planification et aménagement urbains. Depuis 2014, elle dirige l'unité de modernisation et des projets du COPECO. Son expérience se rapporte à l'élaboration, la surveillance et le suivi de projets aux échelles nationale et régionale (Amérique centrale) dans les domaines de la gestion des risques de catastrophes au cours des processus de développement ainsi que de l'établissement de relations avec les parties et les institutions coopératrices du système d'intégration centraméricain. Mme Garcia a une relation de travail étroite avec le Centre pour la coordination de la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale en ce qui concerne la mise en œuvre nationale de la politique centraméricaine sur la gestion complète des risques de catastrophes. Mme Garcia a participé, à titre de point de mire institutionnel, aux travaux du Comité exécutif national dans le contexte de l'élaboration du Programme interaméricain pour le développement durable. En 2016 et en 2017, elle a été déléguée pour surveiller le plan national du Honduras en matière de gestion complète des risques de catastrophes relativement au Cadre de Sendai. Mme Garcia est actuellement la vis à vis technique du conseiller national de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes de l'ONU et de l'ONU Femmes au chapitre de la surveillance des travaux visant à inclure les questions liées au genre dans les mesures, les lignes directrices et les indicateurs du plan national du Honduras en matière de gestion complète des risques de catastrophes. L'unité de la modernisation et des projets, qui relève de la Direction de la coopération internationale, fait partie de l'unité technique du Bureau du commissaire national, offrant des commentaires à la plus haute instance dans le but de faciliter la prise de décision. Depuis 2011, Mme Garcia travaille à l'aide du système de l'ONU dans le cadre du projet du Fonds d'adaptation aux changements climatiques, s'employant à la conception de projets de collecte d'eau de pluie pour des quartiers à risque de Tegucigalpa.



Dre Virginia Clervaux, directrice du ministère de la gestion des catastrophes et des urgences (DDME), îles Turques et Caïques (ITC), est le seul expert des États participant à CDEMA qui détient un doctorat portant précisément sur la gestion des catastrophes et, elle a reçu huit prix et mentions universitaires pour ses réalisations remarquables et ses contributions à la société. Dre Clervaux détient un doctorat en gestion des catastrophes de l'Université de Gunma, une maîtrise en géographie et un baccalauréat avec mention en géographie et en administration publique de l'Université des Indes occidentales. Elle détient également un certificat en gestion

de la continuité des opérations. Dre Clervaux est une pédagogue qualifiée qui a fait preuve d'efficacité en matière de présentation et de communication. Elle est l'auteure d'un grand nombre d'articles scientifiques et de conférences, de rapports techniques et d'articles de journaux examinés par les pairs et, elle est la coauteure de plusieurs chapitres de livre. Elle est membre de la Croix Rouge des ITC et de la International Tsunami Society. Dre Clervaux a acquis une vaste expérience d'application dans le domaine de la gestion des catastrophes aux échelles nationale, régionale et extra régionale. De plus, non seulement a-t-elle servi le gouvernement des ITC en tant que directrice adjointe du DDME, mais elle a aussi été gestionnaire des catastrophes pour la Croix Rouge britannique aux ITC à la suite du passage de l'ouragan Ike en 2009. En outre, à l'échelle régionale, elle a été nommée au poste d'agente de programme principale à l'unité de coordination du CDEMA de la Communauté des Caraïbes, dont le bureau principal se trouve à la Barbade, avant d'être nommée sous secrétaire au ministère des services de soutien du gouvernement, avant d'être affectée au contrôle frontalier et à la main d'œuvre.



Relinda Sosa, directrice, Plataforma Comunitaria Comité y Redes de Honduras « Waguicha » (partenaire de Huairou), au Pérou, fait figure de leader populaire et d'organisatrice au Pérou. Depuis 2005, l'année de création de CONAMOVIDI et de l'élection de Mme Sosa à titre de présidente, les membres ont décidé de travailler au renforcement de l'éducation civique des femmes dans les régions rurales et urbaines, les protégeant contre la violation de leurs droits, utilisant l'exemple de leur condition d'utilisatrices de programmes sociaux. Par la suite, le groupe a entamé un processus organisationnel de plus de 10 000 femmes issues des milieux des soupes populaires, de l'artisanat et de l'agriculture, faisant la promotion d'organisations sociales de 65 provinces et dans 16 départements. CONAMOVIDI s'est joint à GROOTS Peru, un réseau national d'organisations populaires de femmes s'employant à promouvoir le développement résilient et le leadership des simples citoyennes qui vivent dans les régions sujettes aux catastrophes en mettant en place une gestion et une politique intégrées des risques de catastrophes. Dans le cadre des travaux de GROOTS Peru, le groupe a mis en œuvre des processus de cartographie des collectivités afin de déterminer les régions vulnérables et à risques, présentant les cartes aux agents d'influence afin que ces questions fassent partie de leurs plans d'investissement futurs. À GROOTS Peru, Mme Sosa et ses collègues ont formé plus de 120 simples citoyennes et citoyens pour en faire des facilitateurs de la résilience et, l'organisme a pu élargir ses activités à six régions du pays. GROOTS Peru fait partie de la Commission de Huairou et, par l'intermédiaire de ce partenariat, Mme Sosa a défendu mondialement les simples citoyennes au cours de divers processus d'élaboration des politiques mondiales et régionales. Elle a pris la parole à l'occasion de bon nombre de conférences et de groupes de discussion, y compris la troisième Conférence mondiale de l'ONU sur la réduction des risques de catastrophe, tenue à Sendai; Habitat III; et diverses consultations d'organisations de la société civile portant sur les objectifs de développement durable.



Jacinda Fairholm travaille pour le PNUD depuis 2007. Elle a géré le portefeuille de coopération canadien pour le programme de développement humain local du bureau du PNUD à Cuba avant d'accepter un poste dans un bureau régional dans le cadre de l'Initiative pour la gestion des risques dans les Caraïbes (IGRC) de 2008 à 2010. Après avoir fait partie de l'équipe de gestion des connaissances et de l'apprentissage des Volontaires de l'ONU, elle revient à l'IGRC pour la gestion de la phase II, puis devient conseillère régionale en réduction des risques de catastrophe au bureau régional du PNUD à Panama, le bureau qui fournit une aide technique et des conseils stratégiques en Amérique latine et dans les Caraïbes sur la réduction de la pauvreté, les changements environnementaux et climatiques et la gestion des risques de catastrophe. Dans ces fonctions, Jacinda a contribué aux efforts déployés pour améliorer la réduction des risques pour les événements à progression lente (El Niño), a coordonné un projet local de gouvernance des risques impliquant six pays, a élaboré des publications et des ateliers sur l'intégration des femmes dans la gestion des risques de catastrophe, a donné de la formation sur l'évaluation des besoins après la catastrophe et, a appuyé des activités de rétablissement à Cuba, en Haïti et en Équateur, pour ne nommer que quelques éléments. Avant de travailler avec le PNUD, Jacinda a été déléguée de la Croix-Rouge et a pris part à des missions en Colombie et au Pakistan. Jacinda est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en gestion des catastrophes et des urgences, d'une maîtrise en sciences de l'environnement, et d'un baccalauréat en relations internationales.

Parallèle 5

Carrefour entre la sécurité de la santé et la réduction des risques de catastrophes

Heure 1 – Comprendre la santé dans une gestion multirisque

Heure 2 – Renforcer la capacité en santé et investir dans la réduction des risques de catastrophes

Aperçu

Les systèmes de santé développés et en développement font continuellement des tests de résistance en raison de l'apparition et de la réapparition de maladies infectieuses mortelles comme celles liées aux virus Zika et Ebola. À cela s'ajoutent les pressions liées à l'exposition croissante aux dangers, à l'urbanisation rapide, à l'iniquité et à la surconsommation d'énergie et de ressources – et le résultat est un système qui fonctionne à des niveaux de menace dangereux et imprévisibles, présentant un potentiel accru de perte de vies humaines.

Bien que la gestion des risques de catastrophes dans le secteur de la santé fût particulièrement renforcée dans les Amériques, il faut approfondir davantage la coopération pour veiller à l'unité et au dialogue entre les secteurs de la santé et de la sécurité, les spécialistes de la RRC, les professionnels de l'intervention et les secteurs du développement et de l'environnement, qui contribuent tous à la réduction des risques dans l'ensemble du système ou au renforcement de la résilience sociale et en santé.

Le Cadre de Sendai souligne précisément cette nécessité que le secteur de la santé joue un plus grand rôle au chapitre de la RRC et de la collaboration bidirectionnelle. En fait, quatre des

sept objectifs mondiaux de Sendai sont liées à la santé, ce qui fait de ce secteur un acteur important au cours de ces discussions.

Dans ce contexte, ASPC et l'OPS organisent une séance parallèle interactive à l'occasion de la cinquième PR17 sur la RRC, comprenant deux séances interactives d'une heure visant à examiner le carrefour entre la sécurité de la santé et la RRC.

Heure 1 : Accent sur le fait de « comprendre la santé dans une gestion multirisque ». On trouve entre autres des présentations interactives d'experts des Amériques sur les priorités comme l'évaluation multirisque dans le secteur de la santé, la façon dont les risques biologiques peuvent contribuer à une catastrophe ou suivre celle-ci, ainsi que la façon dont le Règlement sanitaire international sert de cadre pour les efforts déployés dans le secteur de la santé en matière de RRC, les risques et les possibilités qui peuvent se présenter dans ce contexte et les liens avec d'autres secteurs, comme ceux du développement, de la sécurité, de la gestion des urgences et de l'environnement.

Heure 2 : Accent sur le fait de « renforcer la capacité en santé et d'investir dans la RRC », comprenant des présentations interactives d'experts des Amériques sur le fait de s'assurer que les services de santé sont opérationnels durant et après les urgences et les catastrophes, sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques et sur le défi qu'est la prestation des interventions de santé dans les régions sujettes à la violence.

À l'aide de discussions interactives et de la mobilisation d'experts se spécialisant dans ces domaines, cette séance parallèle vise à favoriser un dialogue et des réseaux multisectoriels dans le but d'établir une masse critique, d'éclairer et de mobiliser les observateurs et les participants par un dialogue bidirectionnel et, en fin de compte, de déterminer des possibilités de partage des connaissances et de mesures collaboratives.

Objectif Faire avancer des mesures liées à la santé dans le cadre du PAR sur la RRC de la PR17.

Résultat mesurable Cerner deux mesures liées à la santé dans le PAR de la PR17 sur la RRC.

Conférenciers et animateurs Modérateurs :
Mme Elaine Chatigny, ASPC
Dr Giro Ugarte, directeur du service des interventions sanitaires d'urgence à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)
Conférenciers :
Heure 1 : Comprendre la santé dans une gestion multirisque
Dr Celso Bambaren, Université nationale de San Marcos
Dr José Luis Cruz Raposo, ministère de la Santé publique de la République dominicaine
Dr Sylvain Aldighieri, OPS

Heure 2 : Renforcer la capacité en santé et investir dans la RRC

Mme Josefina Arellano, secrétaire exécutive du groupe de travail consultatif du comité national pour l'évaluation, le diagnostic et la certification du programme « Hôpitaux à l'abri des catastrophes », Mexique

Mme Sharleen DaBreo, directrice du service de gestion des catastrophes, Îles vierges britanniques

Dre Jenny Hernández, secrétariat de la santé du Honduras

Biographie des conférenciers



Elaine Chatigny est sous ministre adjointe (SMA) de la Direction générale de l'infrastructure de santé sanitaire de l'ASPC. À ce titre, elle dirige des initiatives et des programmes importants liés à la préparation et à l'intervention en cas d'urgences sanitaires; à la biosécurité; et au renforcement de l'effectif de la santé publique, de la surveillance et des autres capacités relatives à l'infrastructure. Avant d'occuper ce poste, Mme Chatigny était en affectation au ministère de la Santé et des Services communautaires du gouvernement de Terre Neuve et Labrador en qualité de SMA de la santé de la population. Dans ce rôle, elle était responsable des politiques et des programmes provinciaux dans les domaines des maladies infectieuses, des maladies chroniques et de la santé mentale. Auparavant, Mme Chatigny a agi à titre de SMA intérimaire de la politique stratégique, de la planification et des affaires internationales à l'ASPC. Dans ce rôle, elle a encadré la fonction des politiques stratégiques de l'ASPC, y compris les affaires parlementaires et du Cabinet ainsi que les relations fédérales, provinciales et territoriales. Mme Chatigny apporte à l'ASPC une vaste expérience des communications, ayant agi à titre de directrice générale des communications pendant plusieurs années ainsi que de directrice des affaires publiques à Santé Canada.



Dr. M. Ugarte est directeur du service des interventions sanitaires d'urgence de l'OPS et de l'OMS. Auparavant, il a été directeur général adjoint de l'Institut national de santé au travail et directeur général du Bureau de la défense nationale du ministère de la Santé du Pérou, poste qu'il a occupé de 1988 à 1999. Au cours de cette période, il a également occupé les postes suivants : président de la société péruvienne de médecine d'urgence; représentant officiel du gouvernement péruvien au CICR; membre du comité national de la Société de la Croix Rouge péruvienne; consultant auprès de l'Office for Foreign Disaster Assistance des États Unis; et membre de l'équipe de l'ONU pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe. M. Ugarte coordonnait l'équipe interinstitutions d'intervention en cas de catastrophe de l'ONU au Honduras avant de se joindre à l'OPS et à l'OMS en 2000 à titre de conseiller sous régional pour l'Amérique du Sud. Il a par la suite agi à titre de conseiller régional en préparation aux situations d'urgence et de directeur du service de la préparation aux situations d'urgence et des secours aux sinistrés à Washington, D.C. Dr Ugarte possède une vaste expérience de la RRC, de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de catastrophe. Il a, entre autres, coordonné la mise en œuvre de mesures de santé publique et de soins de santé aux échelles nationale et internationale en cas de tremblements de terre, de tsunamis, d'éruption volcanique, d'inondations graves, du phénomène El Niño, de glissements de terrain, d'incidents liés à des matières dangereuses, de conflits armés, d'attentats terroristes, de prises d'otages, d'urgences chimiques, de manifestations de masse, de réunions de chefs d'État et d'épidémies de choléra, de fièvre jaune, de dengue, de malaria, d'hépatite et d'influenza pandémique H1N1.



Dr Jose Luis Cruz Raposo est directeur de la gestion de la réduction du risque et de l'attention aux catastrophes du ministère de la Santé publique de la République dominicaine depuis février 2016. Il a participé à la préparation et à l'intervention relatives aux virus Chikungunya et Ebola. Il a également participé à l'identification de cas d'autres virus à l'échelle internationale.



Dr Celso Bambaren a obtenu son diplôme en médecine de l'Université nationale de San Marcos, avec une spécialisation en gestion de la santé de l'Université Cayetano Heredia. Il détient un diplôme d'études supérieures en gestion de la continuité des affaires (planification des établissements de soins de santé) de l'Université d'Oberta Catalunya, un diplôme d'études supérieures en conception d'établissements de soins de santé de l'Université d'Oberta Catalunya et une maîtrise en économie et en gestion de la santé de l'Université nationale de San Marcos. De plus, il est titulaire d'une maîtrise en gestion et en audits de l'environnement de l'Université de Piura. Par ailleurs, il possède un doctorat en santé publique de l'Université nationale de San Marcos. Ses intérêts de recherche sont les urgences et les catastrophes, les blessures causées par les accidents de circulation ainsi que l'économie de la santé.



Dr Sylvain Aldighieri est directeur adjoint par intérim au service des interventions sanitaires d'urgence de l'OPS. Depuis 25 ans, il a été affecté à divers endroits en Afrique et dans les Amériques en tant que médecin pour le gouvernement français et pour l'OMS.



Josefina Dolores Arellano est une psychologue qui se spécialise dans la criminologie. Au cours de sa solide carrière de plus de 20 ans, elle s'est intéressée à divers domaines du secrétariat (ministère) de la santé du Mexique. Mme Arellano s'est spécialisée dans l'élaboration de programmes novateurs pour la formation des ressources humaines et l'évaluation de la qualité des soins de santé. Elle est actuellement secrétaire exécutive du groupe de travail consultatif du comité national pour l'évaluation, le diagnostic et la certification du programme « Hôpitaux à l'abri des catastrophes ». À ce titre, Mme Arellano coordonne et encadre des programmes de renforcement des capacités, dont l'administration du programme « Hôpitaux à l'abri des catastrophes » du Mexique, un programme de premier plan dans les Amériques au chapitre de la RRC.



Sharleen DaBreo est directrice du service de gestion des urgences depuis 1994 et, elle occupe le poste de directrice depuis 1998. Mme DaBreo est membre de diverses équipes d'intervention régionales, dont celles établies par l'entremise de CDEMA, de l'UNDAC et de l'OPS, qui sont déployées dans l'éventualité d'une urgence ou d'une catastrophe importante touchant cette région ou tout autre endroit dans le monde. Mme DaBreo est en outre membre du groupe consultatif de l'OPS sur la gestion des catastrophes, en plus d'être championne pour le projet des hôpitaux intelligents de l'OPS.



Dre Jenny Hernandez est titulaire d'un doctorat en médecine. Elle est diplômée de l'Université nationale autonome du Honduras. Elle détient un diplôme d'études supérieures en gestion des risques et en administration publique et compte un grand nombre d'années d'expérience de la gestion des urgences et des risques. Elle est coordonnatrice de la gestion des risques d'urgences et de catastrophes au secrétariat de la santé du Honduras.

Parallèle 6

Intégration des bénévoles dans la mobilisation sociale pour la réduction des risques de catastrophes dans le Cadre de Sendai

Aperçu Le Cadre de Sendai mentionne précisément le rôle des bénévoles et des organismes bénévoles dans ses principes et ses mesures prioritaires : à titre d'intervenants, dans ses principes, en vue de comprendre le risque, ainsi que pour renforcer les efforts de collaboration et garantir la préparation et la formation adéquate des bénévoles, ce qui est essentiel à l'échelle locale ainsi qu'aux échelles régionale et mondiale.

Cette séance démontrera en quoi les bénévoles contribuent déjà à réaliser l'intention et les priorités du Cadre de Sendai. Un dialogue ouvert entre les organismes bénévoles, les bénévoles et les décideurs fera avancer la compréhension de l'inclusion des mesures volontaires dans la RRC et la gestion des catastrophes.

Les membres du groupe de discussion de la séance mettront l'accent sur les aspects suivants :

- la promotion du bénévolat à titre de mesure préventive dans une approche de RRC s'appliquant à toute la société;
- la compréhension de la valeur sociale ainsi qu'économique du travail des bénévoles dans les collectivités;
- la promotion du bénévolat et la reconnaissance du travail des bénévoles;
- la promotion des organisations internationales qui fonctionnent par l'intermédiaire des contributions de bénévoles à la RRC et qui soulignent l'importance de ces contributions.

Au cours de la séance, on renverra les participants à chacune des références du Cadre de Sendai, et, d'après l'expérience et l'expertise technique du groupe, on se penchera sur ce qui suit :

- la façon d'accroître la collaboration des bénévoles, des organismes bénévoles et des citoyens aux processus de planification et aux politiques concernant la RRC;
- la façon d'accroître les contributions des bénévoles à la gestion des risques.

- Objectifs**
1. Présenter les bénévoles comme des agents de changement en matière de RRC.
 2. Participer à des apprentissages et des expériences entre pairs (au niveau des institutions) à l'aide d'une discussion de groupe.
 3. Déterminer des mesures qui encouragent le bénévolat et qui viennent renforcer le rôle des bénévoles en matière de RRC dans les collectivités.

Résultats mesurables

1. Dresser et transmettre une liste d'activités concrètes dans le but d'accroître la participation active des bénévoles et de la population civile aux mesures liées à la RRC et aux priorités d'intervention particulières du Cadre de Sendai.
2. Rédiger et transmettre des messages clés où l'on demande aux gouvernements (nationaux et locaux) d'intégrer les bénévoles communautaires aux plans, aux politiques et aux structures qui concernent la RRC à l'échelle nationale.

Conférenciers et animateurs

Président : M. Walter Cotte, Croix Rouge colombienne
Co-hôte : Son Excellence Alejandro Daneri, Casques blancs d'Argentine
Modérateur : M. Jean Pierre Taschereau, CRC
Conférenciers :
Mme Debora Hendrickson, Aviva Canada
M. Roger Zambrano, Croix Rouge équatorienne

Biographie des conférenciers



En 1970, Walter Cotte a commencé à travailler pour la Croix-Rouge colombienne en tant que bénévole dans les brigades scolaires de la Croix-Rouge en Colombie, occupant divers postes à titre de coordonnateur des services et d'instructeur des services locaux, de chef de l'équipe de recherche et de sauvetage, de membre du conseil régional des directeurs de la Croix-Rouge colombienne, de directeur national des opérations et des secours et, finalement, depuis six ans, de cadre exécutif à la Croix-Rouge colombienne. Il a été membre de la commission colombienne des calamités et de la commission nationale des pompiers. En 2013, M. Cotte a été nommé secrétaire général adjoint pour la Division des services des programmes à Genève. Au cours des deux années et demie où il a occupé ce poste, il était responsable de la gestion de l'intervention humanitaire et de la réduction des risques à l'échelle mondiale, en plus de diriger des projets et des programmes en santé, en logistique et en sécurité, ainsi que des programmes transversaux, y compris la migration et la préparation aux incidents nucléaires. M. Cotte a en outre détenu des postes de responsabilité et de leadership à l'appui de la politique de gestion des catastrophes, accordant une attention particulière à l'examen des principes et des normes d'aide humanitaire du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, au renforcement de la coordination du Mouvement et à la coalition des collectivités résilientes, conjointement avec les sociétés nationales. Depuis 10 ans, M. Cotte participe étroitement à la formulation de politiques, de processus, de programmes et de projets nationaux et internationaux pour la gestion des risques de catastrophes, les changements climatiques, l'eau et l'hygiène publique, les moyens de subsistance et les colonies, les refuges et la production de revenus. De plus, il a dirigé plus de 50 missions internationales à titre d'expert de la gestion mondiale des catastrophes.



Jean-Pierre Taschereau est directeur des opérations d'urgence à la CRC. Il fait partie du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge depuis 1991. Il a notamment participé à de nombreuses opérations en réaction à des catastrophes naturelles aussi bien au Canada qu'outre-mer. Il a été déployé lors des inondations de 1995 en Louisiane, de l'ouragan George à Porto Rico en 1997, lors de la tempête du verglas au Québec en 1998 ainsi qu'au Guatemala et au Nicaragua à la suite de l'ouragan Mitch en 1999. Entre 1999 et 2004, M. Taschereau a travaillé pour le CICR au Mexique, en Indonésie, en Colombie et au Soudan.

Il a entre autres été coordonnateur des secours d'urgence pour la FICR en Indonésie ainsi que chef principal des opérations pour la Croix-Rouge canadienne de 2005 à 2006. Entre 2007 et 2009, il a été déployé en tant que gestionnaire d'interventions d'urgence puis comme coordonnateur des opérations pour l'Unité panaméricaine d'intervention en cas de catastrophe au Panama. Il a également dirigé les opérations d'urgence du Mouvement de la Croix-Rouge suite au tremblement de terre en Haïti en janvier 2010. De 2012 à la toute fin de 2014, il a été l'un des trois chefs des opérations d'urgence de la FICR où il a notamment dirigé l'implantation de plusieurs cellules en réponse au flot de réfugiés syriens en Jordanie, à la crise de la sécurité alimentaire au Sahel ainsi que les premières réponses suite à l'écllosion du virus de l'Ébola à la Sierra Leone et en Guinée. Depuis janvier 2015, M. Taschereau est retourné à l'emploi de la Croix-Rouge canadienne en tant que directeur des opérations d'urgence et, il a dirigé l'intervention de l'organisation lors de l'évacuation qui a suivi les feux de forêt de Fort McMurray.



Debora Hendrickson est vice présidente principale du Marketing et du Service à la clientèle d'Aviva Canada, l'un des principaux groupes d'assurance de biens et d'assurance de risques divers au pays, apportant plus de 300 années de solutions d'assurance innovantes aux Canadiens d'un océan à l'autre. La stratégie à la base de la responsabilité organisationnelle d'Aviva est centrée sur le soutien à la protection des proches et des biens les plus chers, le soutien aux causes le plus à cœur et le renforcement des collectivités locales.

Mme Hendrickson est responsable des opérations du service à la clientèle, du marketing et des affaires organisationnelles. Elle a pour mandat d'exécuter la stratégie de l'expérience client, de la prise de conscience de la marque à la protection des droits des clients, aux propositions distinctes de clients, aux capacités de marketing numérique et à l'excellence opérationnelle. Mme Hendrickson est également responsable de la stratégie à la base de la responsabilité organisationnelle d'Aviva et de la prestation des programmes du groupe. Elle se sert de sa passion pour la clientèle et de ses vastes connaissances opérationnelles afin de faire avancer les capacités opérationnelles de base en tirant parti de la réflexion systémique, des mesures du rendement et de l'infrastructure de centres d'appels à l'échelle de l'entreprise. Elle qui a travaillé dans l'industrie des services financiers durant la majeure partie de sa carrière, Mme Hendrickson travaille pour Aviva Canada depuis plus de 25 ans, où elle a évolué dans les domaines de la souscription, du marketing, du bureau de la direction, des demandes de règlement et du service à la clientèle, des opérations et des technologies ainsi que de la clientèle et du marketing, occupant des postes de plus en plus élevés dans la hiérarchie.



Roger Zambrano est bénévole pour la Croix Rouge équatorienne depuis plus de 20 ans. Il a acquis beaucoup d'expérience dans le domaine humanitaire, ce qui lui a permis d'acquérir de la maturité avec objectivité quant au travail qu'accomplissent les bénévoles et de reconnaître qu'il faut seulement appuyer les personnes les plus vulnérables, respecter leur dignité et renforcer leurs capacités. En tant que coordonnateur national de la gestion des risques pour la Croix Rouge équatorienne, il a continué de travailler à la préparation et à l'intervention communautaires en cas d'urgence à la suite du tremblement de terre du 16 avril 2016. Il a fait sa formation universitaire en ingénierie de la gestion des catastrophes et des risques à l'Université de l'État de Bolivar, venant ainsi terminer ses années d'expérience.

Son Excellence Alejandro Daneri est un avocat diplômé de l'Université de Buenos Aires et un diplomate de carrière. Depuis le 11 mars 2016, il préside la Commission des Casques blancs, un organisme du ministère des Relations extérieures et du Culte de la République d'Argentine chargé d'assurer l'aide humanitaire. Il est aussi l'interlocuteur principal concernant les réfugiés auprès de la Chancellerie argentine. Il a été responsable de la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'ONU à New York et a intégré le Cabinet du président de la 43e session de l'Assemblée générale. En Argentine, il a été membre du Cabinet du ministre des Relations extérieures, secrétaire particulier du chancelier et directeur général du cérémonial de la Présidence de la Nation. Jusqu'à sa nomination à titre de président de la Commission des Casques blancs, Alejandro C. Daneri travaillait au Sous-secrétariat de la politique latino-américaine du ministère des Relations extérieures et du Culte.

Parallèle 7

Renforcer la capacité de résilience des villes

Aperçu L'objectif E du Cadre de Sendai, « Augmenter substantiellement le nombre de pays ayant mis en place des stratégies nationales et locales de RRC d'ici 2020 », est le seul objectif à atteindre d'ici 2020. Il nécessite donc un appui particulier aux échelles nationale et locale en vue d'augmenter le nombre de plans ou de stratégies de RRC. Les villes élaborent des stratégies et des plans de résilience fructueux à l'échelle municipale dans le but de réduire le risque de catastrophes; toutefois, il faut une orientation plus soutenue sur les bonnes pratiques et sur la formulation des prochaines étapes. Les villes qui se trouvent à l'avant plan de la gestion et de la réduction des risques doivent adopter des approches transformatives de façon à réduire les risques actuels à complexité croissante. Les gouvernements locaux doivent évaluer et réviser constamment leurs plans, leurs mesures et leurs investissements en fonction du rythme de l'évolution sociale et économique. Le seul objectif commun aux quatre cadres du programme de développement de 2030 consiste à augmenter le nombre de villes disposant de stratégies et de plans intégrés conformes au Cadre de Sendai.

Aux termes du Cadre de Sendai, ces stratégies et plans locaux doivent éviter de créer de nouveaux risques en faisant la promotion de la conformité avec le développement urbain sensible aux risques, les codes du bâtiment, l'utilisation appropriée des terres, la protection de l'environnement et la réduction de la pauvreté. Au cours de la séance, on présentera des études de cas de villes situées dans diverses sous régions des Amériques afin de déterminer les étapes et les défis qui se présentent au cours de l'élaboration des plans locaux de RRC et, on suggérera les mesures nécessaires afin de relever ces défis.

Cette discussion viendra renforcer les capacités dans la région en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de RRC et d'atteindre l'objectif E du Cadre de Sendai à l'échelle locale. Une séance de mobilisation locale est en cours de préparation pour la Plateforme mondiale (PM) de 2017. Cette séance contribuera également à celle de la PM.

Objectif Déterminer les défis, les leçons apprises et les prochaines étapes à l'aide d'études de cas tirées de la région des Amériques pour l'élaboration de plans locaux de RRC plans à l'appui de la réalisation du Cadre de Sendai à l'échelle locale.

Résultats mesurables

Élaboration de quatre pratiques et mesures exemplaires à inclure dans le guide méthodologique des stratégies locales de la stratégie internationale de l'ONU pour la RRC, qui présente des renseignements sur la rédaction de plans de résilience.

Conférenciers et animateurs

Moderateur : M. Michel C. Doré, Université du Québec à Montréal

Conférenciers :

M. Robert Glasser, UNISDR

M. Clark Somerville, maire de Halton Hills

M. José Manual Corral, Coalición Frente Progresista Cívico y Social de Santa Fe, en Argentine

Mme Anie Samson, vice présidente du comité exécutif de la ville de Montréal

Mme Jacinta Mercedes Estévez, vice mairesse de Santo Domingo

Biographie des conférenciers



Michel Doré est professeur dans le programme d'études de cycles supérieurs en gestion des risques majeurs à l'Université du Québec à Montréal. Ambulancier paramédical et infirmier, il a travaillé durant 30 ans dans le domaine de la gestion des catastrophes et des crises. Il a pris part à la gestion d'un certain nombre d'incidents majeurs, y compris l'inondation de Montréal (1987), l'incendie des BPC à Saint-Basile-le-Grand (1988), la tempête de verglas (1998), l'intervention du gouvernement à la suite de la pandémie du virus H1N1 et les opérations des réfugiés du Liban (2007) et d'Haïti (2010). Il a été sous ministre adjoint, Régions et programmes à Santé Canada et sous ministre délégué, Protection civile et Sécurité incendie au ministère de la Sécurité publique du Québec. En 2016, le ministre de la Sécurité publique du Québec a remis à M. Doré un prix de sécurité civile pour son engagement et ses réalisations dans le domaine.



Dr Robert Glasser est le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la RRC et le chef de l'UNISDR, le bureau de l'ONU pour la RRC. Parmi les postes clés occupés précédemment par le Dr Glasser, on trouve ceux de secrétaire général de CARE International, d'administrateur général de CARE Australia et de directeur général adjoint à l'Australian Agency for International Development. Dr Glasser est membre du conseil du Global Call for Climate Action et, il agit à titre de président du conseil de CHS International Alliance. De plus, il a travaillé à la politique internationale de l'énergie et de l'environnement pour le département de l'Énergie des États Unis ainsi qu'à la politique relative à la paix et aux conflits dans diverses institutions, dont l'Université Cornell et l'Université de Californie. Il a en outre été membre du groupe directeur des principales parties au programme de transformation pour l'action humanitaire de l'ONU.



Clark Somerville est conseiller local et régional pour la Ville de Halton Hills et la région de Halton, en Ontario. Il siège au conseil depuis plus de 18 ans. Ses quartiers englobent des zones urbaines et rurales et, le conseiller Somerville a donc continuellement milité pour empêcher que la campagne et l'escarpement du Niagara soient désignés comme de futurs corridors routiers et zones de croissance. Le conseiller a siégé au conseil des Services de police régionaux de Halton, a été président du Comité des services sanitaires et sociaux de Halton, a été vice président de la Halton Community Housing Corporation et a fait partie de divers autres comités. Le conseiller Somerville a été membre du conseil d'administration de la Fédération canadienne

des municipalités (FCM) et du caucus de l'Ontario durant cinq ans. Il a été vice président du Forum rural et a présidé le Sous comité sur le logement, en plus d'être vice président du Comité permanent sur le développement socio économique.



José Manuel Corral est avocat, militant politique du parti Unión Cívica Radical et membre de la Coalición Frente Progresista Cívico y Social de Santa Fe. Il a été président du conseil municipal de la Ville de Santa Fe de la Vera Cruz (2010 et 2011). Pendant son mandat, certaines des lignes proposées dans son plan de développement de Santa Fe 2020 ont reçu une reconnaissance internationale. C'est ainsi qu'il a reçu le prix du maire dans le cadre de la campagne mondiale des champions de 2010 à 2015 visant à rendre les villes résilientes. Le prix a été remis par l'UNISDR. Santa Fe était la première ville d'Argentine à se joindre à cette campagne. Cette même institution a choisi Santa Fe à titre d'exemple de ville modèle. Qui plus est, Santa Fe fait partie de l'initiative des 100 villes résilientes de la Rockefeller Foundation. De plus, la Ville de Santa Fe a obtenu – alors que M. Corral était au pouvoir – le prix de la deuxième mention dans le domaine des politiques municipales, remis par le CIPPEC (Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento) dans le contexte de l'innovation en matière de gestion publique pour la qualité et la croissance.



Anie Samson, élue conseillère municipale en 1994, est devenue mairesse de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc Extension en janvier 2006. En 2013, elle est également devenue vice présidente du Comité exécutif de la Ville de Montréal, étant responsable de la sécurité publique et des services aux citoyens. En tant qu'experte de la sécurité urbaine, Mme Samson donne des conférences dans ce domaine aux échelles nationale et internationale. Elle siège à un certain nombre de conseils, y compris Urgences-Santé Québec; le Conseil sur les services policiers du Québec; le Centre international pour la prévention du crime; l'Union des municipalités du Québec (UMQ); le Comité de gouvernance de l'UMQ; et le Groupe de travail sur la sécurité ferroviaire de la FCM.



Jacinta Mercedes Estévez est la présidente fondatrice de la fondation « Educación para la Salud y el Crecimiento » (EDUCRE), qui est en activité dans le secteur de Maquiteria de Santo Domingo Este. EDUCRE offre des cours techniques et professionnels à l'intention des jeunes des secteurs marginalisés pour leur procurer un métier qui les aidera à accéder au marché du travail. Mme Estévez est la première femme qui a fait partie de l'équipe politique de l'honorable maire Juan de los Santos, et, durant plus de dix ans, elle a fait partie de l'équipe d'adjoints politiques de la sénatrice Cristina Lizardo. La sensibilité sociale, la loyauté, la vocation de service, la solidarité, le travail acharné et l'engagement à l'égard des intérêts de la collectivité constituent les principales qualités humaines et politiques qui décrivent Mme Jacinta Mercedes Estévez, la prochaine vice mairesse à accompagner le maire Alfredo Martínez dans le cadre de la gestion de la municipalité de Santo Domingo de 2016 à 2020.

Parallèle 8

Collaborer avec le secteur privé pour comprendre et réduire les risques

Aperçu D'ici 2030, plusieurs milliers de milliards de dollars en nouveaux investissements privés de tous les secteurs devraient être injectés dans les régions exposées aux catastrophes, venant ainsi augmenter radicalement la valeur mondiale des actifs à risque. La façon dont les risques de catastrophes sont pris en considération et gérés dans le contexte des investissements de capitaux, des chaînes d'approvisionnement et des opérations en général aura donc une influence déterminante sur la question de savoir si les niveaux de risque pourront être réduits et si les objectifs du Cadre de Sendai pourront être atteints. En parallèle, la question de savoir si les risques de catastrophes sont correctement pris en compte dans la chaîne de valeur des entreprises est influencée, entre autres, par le prix et la valeur qu'y attachent les analystes, les fournisseurs de renseignements d'entreprise, les organismes de réglementation, les assureurs et les éducateurs.

Le Cadre de Sendai reconnaît explicitement un rôle important pour le secteur privé. On y a souligné le manque de règlements et d'incitations à l'investissement privé dans la RRC à titre de facteur de risque sous jacent et, on a demandé aux entreprises d'intégrer les risques de catastrophes à leurs pratiques de gestion. De même, on y a énoncé qu'il est plus rentable d'aborder les facteurs de risques de catastrophes sous jacents en ayant recours à des investissements publics et privés éclairés qu'en dépendant principalement de l'intervention et du rétablissement après sinistre et, que de tels investissements contribuent au développement durable.

De telles mesures sont rentables et contribuent à sauver des vies, à prévenir et à réduire les pertes et à garantir un rétablissement et une remise en état efficaces. Au cours de cette séance, en soulignant les principales initiatives d'évaluation et d'atténuation des risques du secteur privé dans l'ensemble des Amériques, on présentera aux participants des exemples concrets de façons dont les gouvernements peuvent tirer parti des ressources et de l'expertise du secteur privé pour renforcer la résilience chez les personnes, dans les collectivités et à l'échelle nationale.

- Objectifs**
1. Promouvoir l'implantation du Cadre de Sendai en assurant, dans le secteur privé, la connaissance et la compréhension des risques de catastrophes.
 2. Discuter du rôle, des réalisations et des perspectives clés du secteur privé dans le contexte de l'implantation du Cadre de Sendai dans les Amériques.
 3. Discuter d'initiatives et de bonnes pratiques qui tiennent compte d'une approche sensible aux risques ainsi que des investissements dans la RRC et la résilience.
 4. Mettre en valeur des exemples pratiques de façons dont les secteurs public, privé et des organismes sans but lucratif peuvent collaborer à l'approfondissement des connaissances sur les risques d'inondations et à la réalisation d'initiatives concrètes sur l'évaluation et l'atténuation des risques.

- Résultats mesurables**
1. Élaborer des lignes directrices et des recommandations pour l'établissement de chapitres nationaux de ARISE et d'autres initiatives du secteur privé à l'appui de l'implantation du Cadre de Sendai dans les Amériques.
 2. Rendre accessibles aux participants des études de cas portant sur des initiatives et des modèles dirigés par le secteur privé que l'on peut appliquer aux efforts de réduction et d'atténuation des risques dans d'autres administrations et dans tous les ordres de gouvernement.

Conférenciers et animateurs

Modérateurs :

Mme Kiki Lawal, UNISDR pour le secteur privé
M. Craig Stewart, Bureau d'assurance du Canada (BAC)

Conférenciers :

M. Dale Sands, CH2M
M. Bruce McArthur, Teresa Systems Inc.
M. Juan Pablo Sarmiento, Université internationale de la Floride (FIU), Institut des événements extrêmes
M. Jair Torres, Unité de la RRC de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris
M. Robert Turnbull, Rand J Turnbull Ltd
M. Estaban Proano Salvador, LMI International Corp.
Mme Angela Gómez, Association nationale des propriétaires d'entreprises de la Colombie (ADNI)
M. David Greenall, PwC's Sustainable Solutions Practice
M. David Young, Boston Consulting Group (BCG)
M. Gonzalo Diaz de Valdes Olavarrieta, Transbank

Biographie des conférenciers



Kiki Rebecca Lawal est la personne ressource de l'UNISDR auprès du secteur privé, y compris pour ARISE qui est un réseau d'entités du secteur privé qui est dirigé par UNISDR et dont les membres s'engagent volontairement à observer le Cadre de Sendai. Ces derniers ont l'occasion de réseauter mondialement afin d'échanger les tout derniers renseignements sur la RRC et les autres membres ainsi qu'avec les collectivités où ils travaillent. Les membres d'ARISE ont des possibilités de contribuer à la RRC d'une façon visible et efficace qui peut aussi être avantage pour la résilience face aux catastrophes de leur propre entreprise. Le but global de l'initiative consiste à créer des sociétés résilientes face aux catastrophes et à atteindre les résultats et les buts tels qu'ils ont été établis dans le Cadre de Sendai. ARISE facilite l'échange d'expériences et de connaissances sur la façon de mettre en œuvre des projets concrets de RRC à l'aide de sept volets de travail : les stratégies de gestion des risques de catastrophes; les mesures, l'analyse comparative et les normes relatives aux investissements; l'éducation et la formation; les affaires juridiques et réglementaires; la réduction des risques et la résilience urbaines; et l'assurance. Ayant collaboré pendant plus de 12 ans avec les secteurs public et privé, Mme Lawal possède une vaste expérience de la promotion et de l'établissement de partenariats public privé pour la RRC; de la mise à contribution de l'expertise et des forces du secteur privé pour l'avancement des activités de réduction et d'atténuation des risques de catastrophes; et des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance en matière d'analyse des risques.



Craig Stewart dirige le travail national sur la résilience face aux catastrophes au BAC, lequel représente l'industrie des assurances multirisques au Canada. Les membres du BAC emploient plus de 122 000 Canadiens et ont versé 9,8 milliards de dollars canadiens en réclamations relatives aux biens, principalement en raison de temps violent et de feux de forêt. Avant d'exercer ses fonctions au BAC, il a occupé de nombreux postes de direction au sein du gouvernement fédéral, a dirigé le Bureau d'Ottawa et le Programme de l'Arctique pour le Fonds mondial pour la nature (Canada), a géré, la liaison pandémie, la liaison commerciale et les dons humanitaires pour GlaxoSmithKline (Canada) Ltd. et a fondé le Miistakis Institute à l'Université de Calgary.



Dale Sands est vice président principal et directeur des pratiques mondiales pour les activités de CH2M qui sont liées au secteur des clients privés. Il exerce un leadership général en matière de services d'ingénierie et d'environnement, y compris l'eau industrielle, la conception d'installations de pointe, les services d'infrastructure, la planification des sites et l'octroi de permis, la remise en état et la revitalisation des sites, la santé et la sécurité environnementales, l'étude de procédé ainsi que l'adaptation climatique et de durabilité. Le secteur privé de CH2M dessert de grandes sociétés dans les secteurs pétrolier et gazier, de l'énergie, des produits chimiques, de l'industrie, de la fabrication, des sciences de la vie, de l'électronique et des installations de pointe. M. Sands a vécu et voyagé un peu partout dans le monde et, il a de l'expérience dans 65 pays. Auparavant, M. Sands a été directeur des pratiques mondiales pour l'adaptation climatique (de 2014 à 2016) et directeur général de l'environnement commercial en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (de 2012 à 2014) pour la principale entreprise environnementale d'AECOM. Alors qu'il était directeur, il a établi et dirigé un réseau technique mondial de connaissances qui garantissait que la meilleure expertise technique et les meilleures pratiques techniques étaient mises de l'avant pour les projets des clients. M. Sands a également agi à titre de vice président, groupe consultatif du secteur privé de l'ONU pour la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes (de 2013 à 2015), en plus d'avoir été membre du conseil (de 2011 à 2013). Pendant sa vice présidence, le nombre de membres du secteur privé d'UNISDR a augmenté pour passer à 100 entreprises venant de 42 pays. Collaborant avec IBM, il a élaboré en 2014, la première fiche d'évaluation de la résilience face aux catastrophes en fonction des dix éléments essentiels de l'ONU pour la. La fiche d'évaluation est un outil novateur qui permet d'évaluer l'état de préparation des collectivités à intervenir à la suite de catastrophes naturelles et à s'en rétablir. La fiche d'évaluation de la résilience face aux catastrophes a reçu des louanges internationales, a été reconnue comme une pratique exemplaire dans la Stratégie internationale de l'ONU pour la prévention des catastrophes et a reçu le prix de l'indice d'adaptation climatique de 2015 de Notre Dame. M. Sands a également élaboré un outil d'enquête sur la résilience des entreprises privées qui a été appliqué à plus de 200 entreprises à La Nouvelle Orléans en 2016.



Bruce MacArthur occupe les fonctions de président et directeur général de Teresa Systems Inc, dont la vision d'entreprise est de réaliser le plein potentiel des gens, des données et de la technologie en améliorant les résultats opérationnels et environnementaux. Bruce possède plus de 30 ans d'expérience à aider des organisations à comprendre et à gérer les possibilités et les

risques liés à notre environnement changeant (climat, ressources naturelles) et aux marchés commerciaux. Il a fait ses preuves en travaillant au sein de divers secteurs et partenariats, y compris le secteur industriel (assurances, énergie, eau, foresterie, agriculture et exploitation minière), tous les ordres de gouvernement et les Premières Nations, le milieu universitaire et des organisations non gouvernementales. Son approche collaborative permet aux clients et aux équipes interdisciplinaires de cerner, d'étudier, d'analyser et de gérer les risques stratégiques et opérationnels dans un contexte responsable et centré sur des objectifs. M. MacArthur a dirigé la conception et l'élaboration de visions d'entreprise, de stratégies et de solutions qui ont permis à des organisations de mieux gérer les risques, d'améliorer les résultats des projets, tout en augmentant leur niveau de confiance et d'assurance en l'avenir. Bruce appuie activement les approches axées sur les sources ouvertes et les initiatives collaboratives qui aident les organisations et les collectivités d'intérêt à trouver, à utiliser, à échanger, à apprendre, à adapter et à améliorer plus facilement les données, la recherche et le savoir.

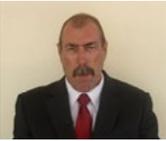


Dr Juan Pablo Sarmiento est un professeur de recherche et directeur associé, Recherche, à l'Institut des incidents extrêmes de la FIU. Il est aussi le directeur du Programme des risques de catastrophe et de l'adaptation climatique, financé par l'Agence américaine pour le développement (USAID)/l'Office of Foreign Disaster Assistance (OFDA). Le Dr Sarmiento est médecin et chirurgien (Universidad del Rosario, Colombie), et il possède une maîtrise en santé publique, avec spécialisation en promotion de la santé et en développement social (Université de Bordeaux, France, et Universidad Pública de Navarra, Espagne), ainsi qu'une maîtrise en gestion de projets (UCI, Costa Rica). Il possède également un diplôme de spécialisation en éducation médicale (Universidad de la Sabana, Colombie). De plus, le Dr Sarmiento a terminé des études supérieures en gestion des catastrophes (Oxford, Grande-Bretagne), des études supérieures en administration publique de haut niveau (École supérieure colombienne d'administration publique) et une résidence en nutrition (Tufts University, États Unis). Il possède plus de trois décennies d'expérience professionnelle en santé, en éducation dans le domaine de la santé et en gestion des risques et des catastrophes à l'échelle nationale (Colombie) et internationale à titre d'expert-conseil pour l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) en tant que membre d'équipes de l'ONU chargées de l'Évaluation et de la coordination en cas de catastrophe et, pendant plus de dix ans, à titre de gestionnaire technique du programme régional de gestion des risques, que l'International Resources Group (IRG) a mis en œuvre en Amérique latine et dans les Caraïbes pour l'USAID/l'OFDA. Au cours des trois dernières années, le Dr Sarmiento a agi en tant que conseiller sur les risques et la santé en Asie (Népal) et dans la région du Pacifique Sud.



Jair Torres fait partie de l'unité responsable de la RRC et de la résilience de l'UNESCO située à Paris. Il est aspirant au doctorat à l'Understanding and Managing Extremes Graduate School de l'Institut universitaire des études supérieures de la ville de Pavie (IUSS). Il détient une maîtrise en développement économique de l'Université Paris III, Sorbonne Nouvelle et un baccalauréat en finances et en relations internationales de l'Université Externado de Colombie. M. Torres participe très activement aux activités liées à la RRC et à la résilience de l'UNESCO depuis septembre 2006. Il a travaillé au sein du Programme hydrologique international, de

la Commission océanographique internationale et de l'unité de la RRC et de la résilience. Il conseille et appuie l'unité au sujet d'activités internationales liées aux volets scientifiques, pédagogiques et stratégiques des dangers naturels pouvant entraîner des catastrophes, comme les séismes, les inondations, les tsunamis, les glissements de terrain, les volcans et les sécheresses. Il a participé à des activités concernant la sécurité des écoles, les systèmes d'alerte précoce et la promotion de la coopération scientifique et du renforcement de la capacité en ce qui concerne la RRC. Il est notamment responsable de la Plate forme internationale pour les systèmes d'alerte rapide de séismes, de la méthodologie de l'UNESCO permettant d'évaluer les installations scolaires et du programme de mesure de la résilience de l'UNESCO. Il a joué un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la Plate forme internationale pour la réduction des catastrophes sismiques et dans le programme de l'UNESCO et de l'United States Geological Survey (USGS) pour la réduction des pertes liées aux séismes.



Robert Turnbull est un expert-conseil de la Barbade qui se spécialise dans la continuité des activités et le rétablissement à la suite de catastrophes. Il travaille partout dans le monde, mais, actuellement, surtout dans les Caraïbes. Il a travaillé dans le domaine des technologies de l'information au sein du gouvernement britannique, de Barbados Light & Power Co. Ltd et de Fujitsu ICL. Il a aussi longtemps travaillé dans le domaine des paiements, notamment pendant dix ans au sein de la société canadienne Oasis Technology Ltd (maintenant Fidelity), un fournisseur important de commutateurs et d'infrastructures de paiement. Dans le cadre de son emploi à Oasis, il a vendu et mis en œuvre des infrastructures complexes de paiement à des établissements financiers et à des entreprises de traitement des finances de petite et de grande taille dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, de l'Inde, d'Europe, d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et de la Scandinavie. Il a notamment eu un succès remarquable en Finlande, où il a réussi à vendre un commutateur de paiement et une application pour cartes de crédit à l'entreprise nationale de traitement interbancaire Luottokunta et à en assurer la gestion, ainsi qu'au Qatar, en Turquie, en Inde, en Belgique (MasterCard Europe), au Brésil, en Argentine, au Mexique, en République dominicaine et dans divers pays des Caraïbes. Il a touché pour la première fois à la continuité des activités, qui en était alors à ses débuts, dans le cadre de son emploi au sein de Fujitsu ICL. M. Turnbull a lancé sa propre société d'experts-conseils, R and J Turnbull Ltd, qui offre des services de consultation plus particulièrement dans le domaine de la continuité des activités et du rétablissement à la suite de catastrophes. Sa société a fourni des programmes de gestion de la continuité des activités à des sociétés d'épargne immobilière, des sociétés de financement, des fabricants, des détaillants, des distributeurs, des gestionnaires de fonds, des services d'accueil, des départements de TI d'universités, des courtiers d'assurance et des caisses d'épargne dans différents pays du monde, notamment l'Iran, l'Arabie saoudite, la Jamaïque, Trinité, la Barbade et les Émirats arabes unis.



Esteban Proaño Salvador est un cadre supérieur équatorien qui compte plus de 20 ans d'expérience de la haute technologie appliquée dans les domaines de la sécurité et de la défense en Amérique du Sud. Il a participé directement à la conception et à la mise en œuvre de solutions dans divers centres de technologie établis pour former les employés de différents niveaux et rangs de plusieurs organisations dans le cadre d'efforts conjoints liés à la sécurité nationale, permettant ainsi de concevoir des concepts modernes et de les valider. En avril 2015,

M. Salvador est devenu membre fondateur de 5to Poder, une organisation politique active et indépendante qui cherche à obtenir une participation démocratique selon trois principes simples : promotion active de la Déclaration universelle des droits de l'homme, promotion active d'une véritable participation démocratique pluraliste et défense contre les régimes totalitaires. Esteban Proaño Salvador est né en Équateur et a étudié dans les domaines des technologies de l'information et de l'administration des affaires.



Angela Gómez Rodríguez est actuellement directrice de la réglementation environnementale au sein de l'Association nationale de dirigeants d'entreprise de la Colombie (ANDI), une association commerciale qui comprend plus de 1 200 moyennes et grandes entreprises en Colombie. Elle possède plus de 22 années d'expérience en gestion des affaires dans les domaines de l'environnement et des risques industriels et technologiques. En plus de la gestion environnementale d'entreprise, ses fonctions comprennent la gestion des risques industriels et technologiques, qui comprennent également la coordination conjointe avec d'autres organisations du chapitre colombien d'ARISE ainsi qu'avec l'initiative volontaire du secteur privé « Responsabilidad Integral Colombia » (responsabilité globale-Colombie; un programme colombien lié au programme international « Responsible Care ») et les programmes de sensibilisation et de préparation aux accidents industriels au niveau local (APELL) de Barranquilla et de Carthagène, dont l'ANDI fait la promotion en Colombie. Elle est membre de la Commission nationale consultative sur les risques industriels et technologiques de la Colombie et du groupe de travail de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes (SIPC) sur les partenariats public-privé pour la RRC dans les Amériques.



David Greenall est directeur du groupe chargé des solutions durables chez PwC et du centre de convergence d'ARISE Canada. Il a plus de 20 années d'expérience de la formulation de conseils, à l'intention des clients des secteurs public et privé, sur les risques stratégiques, opérationnels et financiers, les possibilités de transition vers une énergie propre et les faibles émissions de carbone, et les conditions climatiques changeantes. Il aide les clients à prendre des décisions fondées sur les risques et ayant trait au climat dans de nombreux domaines, comme la gestion de l'eau, l'aménagement du territoire, la gestion des risques de catastrophe et la gestion des ressources naturelles. Il siège ou a participé à de nombreux conseils et comités consultatifs sur les changements climatiques, et il est l'ancien directeur de la Table ronde des dirigeants sur l'adaptation aux changements climatiques et le fondateur et directeur canadien du Carbon Disclosure Project (Canada).



David Young est un associé principal et directeur général du BCG. Il travaille en étroite collaboration avec les dirigeants chargés des répercussions sociales (Social Impact) pour aider les clients dont les activités sont au croisement des répercussions sociales, de la pratique d'entreprise de la fonction publique et du secteur privé. Il collabore également avec l'équipe Grow Africa du BCG, où il peut mettre à profit sa vaste expérience et ses grandes connaissances de l'Afrique acquises depuis 1976 à l'occasion de ses séjours dans ce continent et pendant son absence du BCG. Avant de se joindre au BCG en 2016, M. Young était chef de l'exploitation à Vision mondiale International, où il a dirigé les efforts exhaustifs de transformation et supervisé les opérations mondiales sur le terrain, les interventions en

cas d'urgence, les équipes de soutien technique, le microfinancement et les fonctions de soutien stratégique de l'organisation. Vision mondiale International compte 41 000 employés dans plus de 70 pays et son financement dépasse les 2 milliards de dollars américains en dépenses sur le terrain et 600 millions de dollars américains en prêts de microcrédits. Cette organisation a considérablement contribué au bien-être de plus de 150 millions d'enfants parmi les plus vulnérables au monde. Elle est maintenant largement considérée comme une des organisations non gouvernementales mondiales les plus efficaces. Dave a également fait partie du conseil d'administration de VisionFund International, une des plus importantes organisations de microfinancement au monde qui offre des services financiers aux pauvres, et du conseil d'administration de J.M. Huber, une des plus anciennes entreprises familiales mondiales de l'Amérique. Au cours de son passage à BCG, de 1988 à 2005, Dave a joué de nombreux rôles, notamment en siégeant au comité de direction de BCG, en dirigeant le groupe des produits industriels (Industrial Goods), et en agissant à titre de directeur général des bureaux de l'organisation à Séoul et à Boston. Il a aussi participé activement aux groupes chargés de l'organisation (Organization) et du développement de l'organisation (Corporate Development), et travaillé avec les équipes à l'origine des groupes actuels de répercussions sociales (Social Impact) et des avantages à l'échelle mondiale (Global Advantage). Avant de se joindre au BCG, Dave a travaillé pour The Timken Company de 1980 à 1988, dans les domaines de la recherche et du développement, des opérations de fabrication et de stratégie d'entreprise.



Gonzalo Diaz de Valdes Olavarrieta est un cadre professionnel qui travaille dans le secteur privé national et régional (Transbank, BankBoston, Cargill Inc.) depuis les 20 dernières années, dans les domaines des stratégies de continuité des activités et de la gestion de crise et de l'information, de la gestion du risque, de la production, des opérations et des projets. Il est titulaire d'un doctorat de la Universidad Politécnica de Madrid, d'une M.B.A de l'université Loyola de Baltimore et d'un baccalauréat en systèmes d'information et en contrôle de gestion de la faculté des sciences économiques et d'administration de l'université du Chili. Il a élaboré et mis en œuvre des plans de continuité des activités pour plus de dix pays dans diverses unités fonctionnelles, appliqué des normes internationales comme ISO 22301 et ISO 27001, ainsi que des pratiques exemplaires reconnues à l'échelle internationale. Soutien de la certification des normes de paiement de PCI, des certifications CMMi, invité des groupes d'experts de l'ABECS (Asociación de Bancos de Brazil) sur les moyens de paiement en Amérique latine. Il a participé à de nombreux ateliers nationaux et à Transbank avec le coauteur de l'ITIL, Brian Johnson.

Parallèle 9

Les populations ayant des conditions de vie à risque élevé – agents de changement pour la réduction des risques de catastrophes

Aperçu Le Cadre de Sendai reconnaît la forte incidence qu'ont les catastrophes sur les personnes vulnérables et, il encourage les contributions des populations à risque en tant qu'intervenants. Lors des séances de travail de la Troisième conférence mondiale de 2015 pour la RRC, on a demandé une plus grande inclusion des populations à risque dans les politiques et la

planification. À titre de suivi, pendant cette séance, on examinera les populations à risque contribution dans l'optique de la réalisation des priorités du Cadre de Sendai.

Au cours de cette séance, on présentera la vision des populations représentatives des mesures liées à la RRC. Cette vision reconnaît que ces populations ne sont pas des « bénéficiaires », mais des participantes actives aux efforts de réduction des risques. Pour ce faire, on :

- discutera du contexte et du rôle des populations à risque dans le contexte de l'implantation du Cadre de Sendai;
- présentera la perspective organisationnelle ou individuelle sur la mobilisation active des populations à risque dans le cadre de la RRC;
- présentera des recommandations concrètes de groupes de travail pour les mesures prioritaires du Cadre de Sendai.

Pendant la séance, on sollicitera des recommandations et des messages clés auprès des participants, en prenant compte des contextes régionaux, y compris les facteurs relatifs à la violence et à la migration pour les populations à risque.

Les participants discuteront de chacune des priorités de Sendai dans des groupes de travail en :

- précisant les défis à relever pour inclure les populations à risque en tant qu'agents de changement;
- décrivant les occasions où les populations à risque ont ajouté de la valeur et des capacités pour l'implantation du Cadre de Sendai;
- rédigeant des messages promotionnels clés où l'on demande que les contributions des populations à risque soient intégrées aux politiques et aux cadres nationaux et locaux en matière de RRC.

- Objectifs**
1. Discuter des contextes régionaux où les mesures de réduction des risques doivent être adaptées pour y inclure les contributions des populations à risque.
 2. Promouvoir l'intégration des besoins différenciés des populations à risque à des politiques complètes de RRC.

- Résultats mesurables**
1. Décrire et recommander des mesures concrètes pour assurer la participation active des populations à risque en tant qu'agents de changement à toutes les échelles – locale, nationale, régionale et mondiale – en vue de chacune des priorités du Cadre de Sendai.
 2. Rédiger et transmettre des messages promotionnels clés à l'intention des gouvernements (nationaux et locaux) qui intègrent les contextes et les capacités des populations à risque aux plans, aux politiques et aux structures de RRC(RRC) aux échelles nationale et locale.

- Conférenciers et animateurs**
- Modératrice : Mme Susana Urbano, RET International
Conférenciers :
M. Carlos Kaiser, organisation non gouvernementale Inclusiva
M. Saul Zenteno, Manatee Foundation
Mme Andria Grosvenor, CDEMA
Mme Tracey O'Sullivan, Université d'Ottawa

Biographie des conférenciers

Susana Urbano est une femme, une mère, une amie et, actuellement, la coordonnatrice régionale de la RRC pour l'Amérique latine et les Caraïbes à RET International. Elle est architecte et détient une maîtrise en gestion environnementale avec des spécialisations en droits de la personne, en développement durable et en politiques publiques de prévention des catastrophes en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en droit international. Mme Urbano compte 20 années d'expérience de la gestion des risques de catastrophes, collaborant avec les gouvernements locaux et nationaux, les organisations de la société civile et le système de l'ONU au Venezuela, au Panama, à l'Équateur, à Costa Rica, au Pérou, en Colombie et au Paraguay, entre autres.



Carlos Kaiser est une personne handicapée qui est chevronnée et dynamique en tant que conférencier de haut niveau et qui peut présenter des exemples concrets en puisant dans sa grande expérience de la gestion inclusive des urgences. M. Kaiser possède une expérience du principe de la reconstruction meilleure et inclusive au Chili après deux grands tremblements de terre et tsunamis, des feux de friches, des glissements de terrain et d'autres catastrophes. Il est directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale (ONG) Inclusiva. Alors que M. Kaiser était à la tête de l'ONG Inclusiva, l'organisation a reçu le prix du risque de 2014 et a été mise en candidature pour le prix Sasakawa de 2015. M. Kaiser a représenté les personnes handicapées dans le cadre du dialogue de partenariat de haut niveau sur le thème [traduction] « Gestion inclusive des risques de catastrophes : Gouvernements, collectivités et groupes agissant de concert » lors de l'événement de Sendai de 2015. Il a été invité à titre de conférencier ou de formateur lors d'activités de gestion inclusive des urgences au Japon, en Lettonie, en Argentine, en Uruguay, au Bangladesh, au Guatemala, à El Salvador, au Nicaragua, à Costa Rica, au Panama, au Honduras, en Équateur, en Suisse, au Pérou, au Chili et en Thaïlande. M. Kaiser est le président de la gestion inclusive des risques de catastrophes et de la réduction des risques et des handicaps liés aux catastrophes du réseau Caribe Network, représentant l'ONG Inclusiva; il est membre de l'équipe des indicateurs et de la terminologie du Cadre de Sendai de l'ONU; il est membre de l'équipe organisatrice de la session extraordinaire 2; il fait partie de l'équipe qui a travaillé à la déclaration de Dhaka; et il dirige une équipe chargée des handicaps dans le cadre de l'exercice sur les tremblements de terre et les tsunamis entre le Chili et le Japon.



Saul Zenteno travaille dans le cadre d'initiatives de renforcement de l'éducation civique et de la défense des droits de la personne pour les migrants en transit dans le contexte de la crise humanitaire de l'Amérique centrale. Il a aussi été consultant pour la création de plus de 100 organismes dirigés par des jeunes; il a animé des programmes d'éducation des personnes déplacées à l'intérieur du territoire colombien en raison du conflit armé en Colombie; et dirigé des plans nationaux d'intervention en cas de catastrophe au Mexique. Aujourd'hui, M. Zenteno préside la Manatee Foundation et est la personne ressource régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes pour le Groupe majeur de l'ONU pour les enfants et les jeunes, groupe de travail sur la RRC. Il participe activement à des processus intergouvernementaux liés au développement durable, tels qu'Agenda 2030, le Sommet humanitaire mondial, Financement du développement, Habitat III, la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement XIV et le Cadre de Sendai pour la RRC.



Andria Grosvenor travaille dans le domaine de la gestion des catastrophes depuis 20 ans. Actuellement à l'emploi de la CDEMA, Mme Grosvenor a été nommée pour gérer le volet opérationnel des programmes de l'Agence, plus particulièrement la planification stratégique, la mobilisation des ressources et la surveillance et l'évaluation. Par le biais de ce portefeuille, Mme Grosvenor agit à titre d'agente de liaison et rend compte des efforts régionaux qui sont déployés pour atteindre l'objectif de la stratégie CDM, qui est le développement durable, et contribue au Cadre de Sendai. Au fil des ans, le portefeuille de Mme Grosvenor a été varié; elle a travaillé dans des domaines fonctionnels de la préparation aux catastrophes, de l'intervention, de l'atténuation et de la reprise, a géré des projets, orienté le développement de produits de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques de l'Agence, a supervisé des activités de soutien dans les 18 États membres de la CDEMA et a coordonné des mesures d'intervention régionales en temps de crise, dans le contexte du mécanisme d'intervention régional.



Dre Tracey O'Sullivan est vice doyenne adjointe, Études à la faculté des sciences de la santé à l'Université d'Ottawa. Elle a obtenu sa maîtrise à l'Université de Victoria et son doctorat de l'Université Queen's. Le programme de recherche de Dre O'Sullivan est centré sur les stratégies de résilience communautaire et d'amont à l'appui des populations à risque au cours des catastrophes à risque élevé, selon une approche fondée sur les actifs. Dre O'Sullivan a reçu une bourse de nouveaux chercheurs du ministère de la Recherche et de l'Innovation de l'Ontario, et elle est la présidente d'EnRICH International Collaboration, un réseau multidisciplinaire de partenaires universitaires et communautaires centrés sur la mobilisation communautaire, la promotion de la santé et la RRC.

Plénière 3

Atelier sur l'innovation pour la réduction des risques de catastrophes – solutions scientifiques et technologiques – format café du monde

Aperçu

Un café du monde est un processus conventionnel qui assure une liaison et un renforcement mutuels alors que les personnes passent d'un groupe à l'autre, s'échangent des idées et découvrent de nouvelles connaissances. Ce format facilite ce qui suit :

- le rassemblement de perspectives et d'ensembles de compétences diversifiées pour créer une compréhension holistique de la RRC;
- l'établissement d'un environnement créatif et stimulant, encourageant la réflexion originale et les solutions novatrices;
- la réduction de la hiérarchie et l'habilitation des nouveaux arrivants, créant des possibilités de réflexion novatrice;
- l'élimination des facteurs contraignants (p. ex. l'intolérance aux risques, les cloisonnements et les courants de ressources);
- la création de solutions centrées sur l'utilisateur par la co-création.

Objectif Échanger des renseignements sur les lacunes scientifiques et technologiques pour les quatre priorités du Cadre de Sendai.

Résultats mesurables

1. Créer et distribuer, par la RRC, Tools and Best Practices APP – une liste d'outils scientifiques et technologiques destinés à réduire les lacunes et à renforcer les capacités régionales.
2. Mettre sur pied un réseau de collaborateurs en sciences et en technologie (S et T) dans l'ensemble des régions et établir un groupe de travail permanent sur les S et T.

Conférenciers et animateurs

Animateur : Dr Anthony Masys, RDDC

Conférenciers :

Dr Mark Williamson, RDDC

Mme Barbara Carby, Université des Indes occidentales

Douglas Cardinal, visionnaire et maître mondial de l'architecture contemporaine

Biographie des conférenciers



Dr Anthony Masys est scientifique principal de la Défense pour le ministère de la Défense nationale, RDDC, Centre des sciences pour la sécurité. Ses intérêts de recherche sont centrés sur la sécurité, les risques, la gestion des crises et des catastrophes, l'aide humanitaire, le développement et les catastrophes, la planification des scénarios, la sécurité humaine, le renseignement (analyse alternative), les actions antiterroristes, l'analyse des systèmes sociotechniques complexes, la réflexion systémique, la gestion du savoir et l'analyse opérationnelle. Dr Masys est un auteur, un conférencier et un animateur de renom international et, il a organisé des ateliers en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique de l'Ouest ainsi que dans la région Asie Pacifique, y compris à l'occasion de la Conférence mondiale de 2015 de l'ONU sur la RRC à Sendai, au Japon. Dr Masys a publié de nombreux ouvrages dans les domaines de la physique et des sciences sociales. Parmi ses livres, on trouve les titres suivants : *Opening the Black Box of Human Error*, où il présente des réflexions permettant de comprendre les accidents concernant des systèmes sociotechniques complexes et soutient que l'erreur humaine n'est pas une explication, mais une chose à expliquer; *Networks and Network Analysis for Defence and Security*; *Disaster Management : Enabling Resilience*; *Applications of Systems Thinking and Soft Operations Research in Managing Complexity*; *Exploring the Security Landscape: Non-Traditional Security Challenges*; et *Disaster Forensics: Understanding Root Cause and Complex Causality*.



Dr Mark A. Williamson est directeur général du Centre des sciences pour la sécurité de Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC-CSS), au ministère de la Défense nationale, qui fonctionne en partenariat avec Sécurité publique Canada. RDDC-CSS est responsable de diriger le Programme canadien pour la sécurité nucléaire au nom du gouvernement du Canada. Ce programme vise à renforcer la capacité du Canada à réagir (anticipation, prévention, préparation, intervention et rétablissement) à des accidents graves, des catastrophes naturelles ou des actes terroristes et criminels par la convergence de la science et de la technologie (S et T) avec la politique, les opérations et le renseignement. Dr Williamson réalise et gère des activités de S et T dans les secteurs universitaire, industriel et gouvernemental depuis plus de 20 ans. En 2006, il a été nommé directeur de l'Initiative de recherche et de technologies chimiques, biologiques,

radiologiques-nucléaires et explosives à RDDC-CSS, étant responsable de réaliser des investissements stratégiques dans des activités chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires ou explosives (GBRNE) liées aux S et T. Pour ce faire, il a fallu exploiter les capacités intellectuelles existantes dans l'ensemble des ministères fédéraux à vocation scientifique du Canada et établir des liens avec l'industrie et le milieu universitaire. Par la suite, Dr Williamson a assumé le rôle de directeur général de RDDC-CSS, se voyant confier la responsabilité du Programme canadien pour la sécurité nucléaire. Ce programme est conçu pour élaborer et maintenir des cadres de collaboration à titre de fondement des investissements dans les innovations en S et T. Le but consiste à renforcer la préparation et les capacités d'intervention et de rétablissement du pays face aux événements naturels et liés au terrorisme, en plus d'assurer la prestation en temps opportun de conseils crédibles aux décideurs s'occupant de la sécurité.



Barbara Carby est la directrice du Disaster Risk Reduction Centre, Université des Indes occidentales. Elle possède une vaste expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de programmes et de plans de gestion des risques de catastrophes à plusieurs niveaux. Elle est une ancienne praticienne de la gestion des risques de catastrophes, ayant été directrice des bureaux nationaux de la gestion des risques en Jamaïque et dans les îles Caïmanes, époque où elle a lancé de nombreux programmes de RRC. Parmi ses intérêts de recherche, on trouve la gouvernance de la gestion des risques de catastrophes et l'intégration des bases de connaissances pour la RRC. Mme Carby défend fermement la recherche interdisciplinaire et l'intégration des sciences aux politiques et aux pratiques en matière de gestion des risques de catastrophes. Mme Carby a offert une expertise technique en matière de capacités de bénévolat à de nombreux organismes, y compris l'ONU et l'Association des États des Caraïbes. Elle préside actuellement des comités sur la RRC au nom de la CDMA et du bureau régional du Conseil international pour la science pour l'Amérique latine et les Caraïbes.



Douglas Cardinal est né en 1934 à Calgary, en Alberta. Ses études architecturales à l'Université de la Colombie Britannique l'ont mené à Austin, au Texas, où il a obtenu son diplôme en architecture et acquis une expérience de vie en initiatives liées aux droits de la personne. M. Cardinal est devenu un précurseur des philosophies de la durabilité, des bâtiments écologiques et de la planification de collectivités conçues de façon écologique. Son architecture découle de ses observations de la nature et de son interprétation selon laquelle tous les éléments fonctionnent ensemble de façon homogène. Douglas Cardinal a reçu un grand nombre de prix nationaux et internationaux, y compris 19 doctorats honorifiques, des médailles d'or de l'architecture au Canada et en Russie et un prix de l'Organisation de l'UNESCO pour le meilleur village durable. Il a aussi reçu le titre d'officier de l'Ordre du Canada, l'un des prix les plus prestigieux qui peuvent être accordés à un Canadien et, l'Union internationale des architectes a déclaré qu'il est un « maître mondial de l'architecture contemporaine ». Douglas Cardinal est l'un des visionnaires d'un nouveau monde, un monde de beauté, d'équilibre et d'harmonie, où les clients, les architectes et les intervenants bâtissent ensemble les structures en suivant une vision commune.

Plénière 4

Alertes au public et alerte précoce

Aperçu Les gouvernements continuent de mobiliser les diffuseurs, les entreprises de câblodistribution et les sociétés de communications par satellite à transmettre à leurs abonnés des alertes d'urgence pertinentes. Alors que le système d'alerte précoce s'agrandit pour y inclure la participation des sociétés de téléphones cellulaires, des sites de médias sociaux et d'autres distributeurs de contenu multimédia et sur Internet, encore plus de citoyens seront prévus des urgences qui pourraient toucher leur sécurité à l'aide d'alertes transfrontalières et régionales.

Par exemple : Le Système national d'alertes au public (SNAP) est un système multivoie tous risques fédéral, provincial et territorial (FPT) qui fournit aux organismes responsables de la gestion des urgences de partout au Canada une capacité d'alerte normalisée afin d'avertir les Canadiens des risques pour la vie, qui sont imminents ou en cours, notamment à l'aide de la radio, de la télévision par câble et par satellite, par courriel ou par messagerie texte. Le SNAP vient appuyer les outils et les systèmes d'alertes au public qui sont en place dans plusieurs administrations FPT.

Cette séance cherchera principalement à faire avancer la collaboration et l'intégration régionales afin d'échanger les méthodes d'alertes publiques, y compris, et en particulier, les systèmes d'alerte précoce.

Il y aura des démonstrations technologiques de systèmes d'alertes publiques et d'alerte précoce.

Objectif Discuter du domaine en croissance rapide de la diffusion d'alertes précoces et d'alertes publiques sur les dangers.

Résultats mesurables

1. Définir la nécessité de mettre en place une source faisant autorité en matière d'alertes publiques aux fins de sécurité publique.
2. L'entente, par le groupe de discussion, sur la nécessité d'employer des normes et des protocoles communs pour la collecte de données et l'envoi d'alertes transfrontalières et régionales.

Conférenciers et animateurs

Modératrice : Dre Kathryn Moran, Océans Canada

Conférenciers :

M. Sergio Barrientos, service sismologique de l'Université du Chili

Mme Julia Chasco, département de météorologie et de société du service météorologique national de l'Argentine

Mme Shelly Bradshaw, Office of Disaster Preparedness and Management, Trinité et Tobago

M. Guillermo Gonzales, National System for Prevention, Mitigation and Disaster Relief, SINAPRED, Nicaragua

M. Tim Trytten, Agence de gestion des urgences de l'Alberta

Biographie des conférenciers



Dre Kathryn (Kate) Moran s'est jointe à l'Université de Victoria en septembre 2011 à titre de professeure à la faculté de sciences et de directrice de NEPTUNE Canada. En juillet 2012, elle a été promue au poste de présidente et chef de la direction, Ocean Networks Canada. Lors de son affectation précédente, elle a été professeure à l'Université de Rhode Island, avec une nomination conjointe à la Graduate School of Oceanography et au Department of Ocean Engineering. Elle a également été doyenne associée, Recherche et administration à la Graduate School of Oceanography. De 2009 à 2011, Dre Moran a été détachée à l'Office of Science and Technology Policy de la Maison Blanche, où elle a agi à titre de directrice adjointe et mis l'accent sur l'Arctique, les enjeux polaires, les océans, le déversement de pétrole de Deepwater Horizon et les questions liées à la politique sur le climat. Au cours du déversement de pétrole de Deepwater Horizon, Dre Moran a été sélectionnée comme membre de l'équipe des huit conseillers auprès du secrétaire de l'Énergie, M. Chu. Elle a dirigé conjointement l'expédition de carottage de l'Arctique du Programme intégré de forage océanique, qui était la première opération de forage en eau profonde dans l'océan Arctique. Les membres de l'expédition ont réussi à récupérer les premières données paléoclimatiques de l'océan Arctique. Dre Moran a par ailleurs dirigé l'une des premières expéditions au large des côtes visant à enquêter sur le plancher marin à la suite du tremblement de terre et du tsunami dévastateurs qui ont eu lieu dans l'océan Indien en 2004. Auparavant, Dre Moran a été ingénieure d'études à l'Institut océanographique de Bedford du Canada, où ses principaux domaines de recherche étaient l'océan Arctique et l'évaluation des contraintes extracôtières pour le développement des ressources sur la côte est. De plus, Dre Moran a été directrice du programme international de forage océanique à Washington D.C.; elle a géré des opérations de plateforme de forage propres à des missions dans l'Atlantique Nord et l'Arctique; elle a conçu et développé des outils océanographiques; elle a participé à plus de 35 expéditions au large des côtes; et elle a été présidente et membre de comités consultatifs et de groupes de discussion nationaux et internationaux sur les sciences et l'ingénierie.



Sergio Barrientos a obtenu sa maîtrise en sciences à l'Université du Chili et son doctorat en sciences de la Terre à l'Université de Californie à Santa Cruz. Il a fait sa recherche postdoctorale au Cooperative Institute for Research in Environmental Sciences (Université du Colorado) et au Southern California Earthquake Center (USC). Il s'est joint à la faculté du département de géophysique de l'Université du Chili à Santiago, puis, durant neuf ans (de 1997 à 2006), il a occupé, dans la section sismique, le poste de chef du système de surveillance internationale à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, située à Vienne, en Autriche. Dr Barrientos est actuellement directeur scientifique du service sismologique de l'Université du Chili. Ses principaux intérêts et ses principales contributions sont dans le domaine de la déformation de la croûte qui est associée au cycle des tremblements de terre et aux processus sources.



Shelly Bradshaw a acquis 21 années d'expérience de travail diversifiée dans des organisations des secteurs public et privé. Actuellement, elle détient le portefeuille de spécialiste des systèmes d'information géographiques (SIG) et est chef d'équipe de l'unité de planification des mesures d'atténuation et de recherche à l'Office of Disaster Preparedness and Management (ODPM), Trinité et Tobago. En tant que professionnelle de la gestion des catastrophes et spécialiste des SIG à l'ODPM depuis sept ans, Mme Bradshaw a dirigé activement son attention sur la formulation de stratégies de gestion des risques de catastrophes, la politique de RRC et l'élaboration de programmes. Cette expérience est également enrichie par plus de 11 années d'application des technologies de SIG dans divers domaines de la gestion des catastrophes et de la sécurité publique, de la technologie de l'information, de la planification de l'utilisation du sol et de la gestion du sol. Mme Bradshaw est souvent décrite comme une personne entreprenante motivée qui possède les aptitudes et la passion nécessaires pour acquérir de nouvelles compétences et gérer efficacement de nombreuses responsabilités simultanément. Mme Bradshaw est déterminée à avoir un effet positif et durable sur les organisations dans le contexte de budgets serrés, d'une économie en fluctuation et de fortes pressions concurrentielles. Elle est mère d'un enfant et vit à San Fernando, à Trinité.



Julia Chasco est une sociologue qui a fait des études de cycle supérieur en gestion des risques, en changements climatiques et en développement durable. Elle dirige le département de météorologie et de société du service météorologique de l'Argentine. Son rôle est centré sur la gestion des risques face aux événements hydrométéorologiques et sur la coordination institutionnelle entre le service météorologique et les organismes d'urgence en ce qui concerne les événements météorologiques à forte incidence sur tout le territoire argentin. De plus, Mme Chasco est la personne ressource de l'OMM pour la gestion des risques en Argentine et, elle fait partie du groupe de travail no 5, dirigé par Beth Ebert, du projet du Programme mondial de recherche en météorologie de l'OMM portant sur les événements météorologiques à forte incidence.



Dr. Guillermo Gonzalez est le ministre-directeur du National System for Prevention, Mitigation and Disaster Relief, SINAPRED, au Nicaragua, depuis novembre 2016. En janvier dernier, il a été nommé President pro tempore de CEPREDENAC pour 2017. Avant d'être nommé ministre-directeur, il a rempli les fonctions suivantes à SINAPRED : codirecteur général de mai 2015 à novembre 2016, et secrétaire exécutif et conseiller au président pour SINAPRED de 2011 à 2014. En 2015, il a agi comme conseiller du président au niveau ministériel sur des sujets tels que la santé, l'éducation, la gestion des risques, la formation et les communications liées aux catastrophes. Il a exercé les fonctions de ministre de la Santé de 2007 à 2010. En plus des diverses fonctions qu'il a exercées, il a toujours été actif en tant que conseiller technique à l'échelle nationale et internationale. Avant d'être nommé ministre, il enseignait également dans des domaines tels que la santé publique et menait des travaux de recherche liés principalement à la santé.



Tim Trytten est le dirigeant du gouvernement de l'Alberta en ce qui concerne le programme Alberta Emergency Alert (système de messages d'alerte de l'Alberta). À titre de membre clé de l'Agence de gestion des urgences de l'Alberta, il a dirigé le plus ancien système provincial d'alerte en cas d'urgence, à savoir le programme Alberta Emergency Alert. Ce programme englobe l'Alberta et utilise la télévision, la radio, une application pour téléphone intelligent, Facebook, Twitter et d'autres canaux de distribution d'alertes pour fournir au public de l'information sur les urgences. M. Trytten est diplômé de l'Université de l'Alberta et a travaillé au sein des gouvernements de l'Alberta et de la Colombie Britannique dans les domaines de la justice (services correctionnels et de police) et de la gestion des urgences. En plus des responsabilités associées au système Alberta Emergency Alert, il est président du Comité sur la normalisation des sites Internet national et le représentant de l'Alberta au sein du Comité sur les spécifications du Profil canadien du Protocole d'alerte commun (PC-PAC). M. Trytten est également lauréat du Prix national d'excellence de l'interopérabilité de la sécurité publique décerné par les chefs de services d'incendie, des services médicaux d'urgence et des services de police canadiens ainsi que le Groupe d'intérêt canadien en technologie de l'interopérabilité.

Outils de communication

Application pour la conférence

Pour permettre les échanges entre les délégués au moyen de la technologie, une application (appli) a été conçue comme outil de communication pour les délégués de la PR17. L'appli fournira de l'information sur les activités de la Plateforme régionale, y compris un programme virtuel des activités avec un calendrier, les conférenciers, des cartes, la météo, des liens vers des restaurants, un questionnaire et une fonction de clavardage. Cet outil nous aidera à atteindre notre objectif de diminuer l'utilisation du papier et de réduire les déchets.

Avis de prise de photographies

Vous êtes sur le point d'assister à une activité se déroulant dans un lieu où des photographies et des captations audiovisuelles peuvent être réalisées. Ces images et fichiers audiovisuels pourraient être diffusés, reproduits et publiés dans des publications électroniques ou imprimées, ou encore sur des appareils mobiles par le gouvernement du Canada, UNISDR, les médias et par d'autres personnes. Ils pourront aussi être utilisés dans des promotions audiovisuelles diffusées dans Internet ou intranet, ou sur des appareils domestiques ou mobiles. En assistant à cet événement, vous consentez à ce que votre image personnelle et votre voix servent à la production et à toute utilisation, y compris promotionnelle, qui pourra être faite de cette production dans n'importe quel média. Vous reconnaissez avoir donné votre consentement éclairé et pris connaissance de l'exonération de responsabilité avant d'entrer sur les lieux de l'activité.

Médias sociaux

En plus de l'appli, nous vous invitons à participer à la conversation sur les médias sociaux (Twitter et Facebook) en utilisant les mots-clics suivants.

#SendaiAmériques

Vous publiez des gazouillis au sujet de la PR17, ou du cadre de Sendai et de ses objectifs, veuillez utiliser le mot-clic #SendaiAmériques. Ainsi, vous pourrez prendre part à la conversation, créer une dynamique et favoriser la mobilisation à l'égard de la PR17.

#AgentChangementRRC

Vous publiez des gazouillis sur la mobilisation des jeunes à l'égard de la réduction des risques de catastrophes, veuillez utiliser le mot-clic #AgentChangementRRC. Vous contribuerez ainsi à accroître la sensibilisation à la RRC dans les Amériques et vous encouragerez la participation des jeunes aux efforts de RRC.

#RésiliencePourTous

Vous publiez des gazouillis sur la RRC et l'approche sociétale, veuillez utiliser le mot-clic #RésiliencePourTous – un mot-clic qui existe déjà avec des discussions courantes sur la

plateforme Twitter. En utilisant ce mot-clic, vous aiderez ainsi à accroître la sensibilisation au fait que la RRC est une approche exigeant une participation et des partenariats à l'échelle de la société et qu'en travaillant ensemble nous pouvons renforcer la résilience de la collectivité dans le but d'atténuer les répercussions des catastrophes naturelles et d'autres urgences avant qu'elles ne se produisent.

Également, voici d'autres pages importantes de médias sociaux pour la PR17 :

Pages principales de la PR17 :



[@Safety_Canada](#) (anglais)

[@Securite_Canada](#) (français)

[@UNISDR_Americas](#) (espagnol et anglais)

[@UNISDR](#) (anglais)



[@UnisdrLasAmericas](#) (espagnol et anglais)

[@UNISDR](#) (anglais)



[Défi vidéo jeunesse pour la RRD de UNISDR](#)

[UNISDR en las Américas](#) (espagnol et anglais)

[UNISDR](#) (anglais)

flickr : [Cinquième Plateforme régionale sur la Réduction des risques de catastrophes des Amériques](#)

Liste de vérification à l'intention des voyageurs

Soyez prêts!

- Communiquez avec votre fournisseur de services mobiles pour vous assurer d'avoir une couverture au Canada.
- Obtenez une assurance-maladie de voyage avant de voyager (des frais s'appliquent pour les soins de santé prodigués aux visiteurs).
- Portez plusieurs couches de vêtements (gilet de corps, gilet, chandail, manteau) pour vous adapter à la météo extérieure.
- Il est préférable de porter des bottes à l'extérieur, toutefois, des souliers plats ou des espadrilles feront l'affaire.
- Placez les choses importantes dans vos bagages à main. Par exemple :
 - Votre passeport et vos documents de voyage
 - Un crayon (pour remplir votre déclaration préalable à l'arrivée dans l'avion)
 - Votre manteau le plus chaud (si possible : imperméable et muni d'une fermeture éclair)
 - Un chapeau qui couvre vos oreilles
 - Un foulard chaud pour protéger votre cou et votre visage du vent
 - Des gants ou des mitaines pour garder vos mains au chaud
 - Si vous êtes incertains, amenez des vêtements plus chauds
- Amenez une tenue de ville pour la conférence.
- Amenez un convertisseur fréquence-voltage (la norme canadienne est de 120 volts, 60 Hertz).
- Vous aurez besoin de cartes de crédit (VISA, MasterCard, etc.) ou de dollars canadiens.
- Le bureau de change de l'aéroport de Montréal est ouvert de 6 h à 1 h.
- Prenez le nom de votre hôtel en note afin de le montrer à votre chauffeur de taxi ou à votre conducteur.

Le Canada a très hâte de vous accueillir!

Services de courtoisie à l'aéroport

Les demandes pour les services de courtoisie de l'aéroport doivent être envoyées au coordonnateur du Programme national de courtoisie de l'aéroport. Pour obtenir les instructions, consulter le site Web de la PR17.

Sécurité et mesures d'urgence

La sécurité de tous les participants à la PR17 est primordiale.

Le Palais des congrès et ses environs seront constamment surveillés à l'aide de patrouilles de sécurité, de caméras de surveillance et d'un système de contrôle d'accès automatisé lié au Centre des opérations de sécurité de l'immeuble. Un système de haut-parleurs sera aussi utilisé pour fournir des directives en cas d'urgence. Toutes les sorties d'urgence sont clairement indiquées. On incite tous les participants à trouver la sortie située le plus près de l'endroit où leur réunion aura lieu.

Les agents de sécurité de la PR17 seront clairement identifiés car ils porteront des cartes rouges. Vous pouvez leur poser toute question relative à la sécurité. On demande à tous les participants de porter leur carte de façon visible, en tout temps. Soyez avisés que les sacs personnels pourront être vérifiés pour des raisons de sécurité.

Premiers soins

Les membres qualifiés d'Ambulance Saint-Jean ont reçu une formation en premiers soins et ils sont certifiés pour utiliser des défibrillateurs cardiaques en cas d'urgence. La salle de premiers soins est dans la salle 338.

Défi vidéo jeunesse

Les jeunes âgés de 18 à 34 ans qui vivent dans les Amériques ont été invités à participer à un concours de vidéo de l'UNISDR qui leur était destiné en présentant une vidéo de 30 à 60 secondes répondant à la question suivante : Comment amélioreriez-vous la RRC dans votre collectivité?

Les jeunes peuvent être des agents de changement dans la réduction des répercussions des catastrophes! Les jeunes composent une tranche essentielle de nos collectivités. Si vous êtes un jeune, continuez de lire! Les jeunes offrent un nouveau point de vue, puisqu'ils comprennent et reconnaissent que les gestes posés par des particuliers ou des collectivités peuvent aider à réduire les répercussions des catastrophes et à améliorer la résilience. Ils veulent participer pleinement et efficacement à leur collectivité, en plus d'être inclus dans les décisions politiques importantes.

Soyez un agent du changement de la RRC!

Voyez le résultat du concours pendant la PR17.

Pour obtenir des renseignements sur les activités destinées aux jeunes, visitez le [site Web](#).

Tribune !GNITE

La tribune !GNITE est un endroit où les délégués de la PR17 disposeront jusqu'à 20 minutes pour présenter de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives sur des sujets liés à la réduction des risques de catastrophes. L'objectif de la tribune est de compléter et d'élargir les sujets abordés pendant la PR17 afin d'aller au-delà de ce qui est présenté dans les séances plénières et parallèles et les activités parallèles. L'horaire de la tribune !GNITE sera disponible sur place pendant l'événement et sur le [site Web](#) de la Plateforme régionale. Celle-ci se déroulera aux heures suivantes :

Le mardi 7 mars, de 11 h à 19 h

Le mercredi 8 mars, de 9 h à 17 h

Le jeudi 9 mars, de 9 h à 14 h 40

Le Marché/Exposition

La PR17 compte une aire d'exposition appelée « Le Marché ». Le Marché donne l'occasion aux organisations et intervenants de montrer leur travail lié à la RRC. Le Marché se tiendra du 7 au 9 mars 2017 aux heures suivantes :

Le mardi 7 mars, de 11 h à 19 h

Le mercredi 8 mars, de 8 h à 19 h

Le jeudi 9 mars, de 8 h à 15 h

Pour obtenir des renseignements sur le marché, visitez le [site Web](#).

Forum public

Complément à la PR17, une activité parallèle appelée « Forum public » est tenue en marge de la PR17 à divers endroits au Canada, en Amérique centrale, du Nord et du Sud et dans les Caraïbes. Le Forum public comporte divers ateliers axés sur les résultats qui seront ouverts à tous, y compris aux membres du public. Ces ateliers permettront aux participants de tenir des discussions significatives sur la RRC sur le plan mondial et à l'échelle de l'hémisphère. Les observations qui en découleront seront intégrées aux résultats de la PR17.

Les thèmes du Forum public seront les suivants : répercussions du changement climatique, santé et RRC, collectivité autochtone et RRC, égalité entre les sexes, droits de la personne et RRC, RRC et résilience, RRC au sein des collectivités, rôle de la société civile, développement durable, coûts financiers et RRC, collaboration publique-privée, solutions liées à la science et à la technologie.

Les membres du public sont invités à assister à une séance dans leur région pour tenir des discussions significatives sur la RRC, dont les observations seront intégrées aux résultats de la PR17.

Pour obtenir des renseignements sur le Forum public, visitez le [site Web](#).

Exposition des photos du concours de l'UNISDR

En 2016, avec le soutien de la direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), un concours de photo sur la RRC a été lancé dans l'ensemble des Amériques. Les photos sélectionnées sont affichées sur les sites Web de l'UNISDR et de DIPECHO LAC et, seront présentées dans le cadre d'une exposition pendant la PR17.

L'auteur de la photo gagnante sera invité à la PR17 afin de présenter sa photo et l'histoire qui l'accompagne. Venez rencontrer le gagnant pendant la PR17.

Présence autochtone

Salle dédiée à l'art et à la culture autochtones – exposition

Le terme « Autochtones » désigne les premiers peuples d'Amérique du Nord et leurs descendants. Souvent, « peuples autochtones » est également utilisé. La Constitution canadienne reconnaît trois groupes d'Autochtones : les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Ils ont chacun leur histoire, leurs langues, leurs pratiques culturelles et leurs croyances spirituelles uniques.

L'île de Montréal était considérée comme un lieu de rencontre important pour les Premières Nations de la région puisqu'elle se situe sur la route des Grands Lacs, près de la jonction de la rivière des Outaouais, de la rivière Richelieu et du fleuve Saint-Laurent. Les Premières Nations lui donnaient le nom de Tiohtiake, qui signifie « là où les nations et les rivières se rejoignent et se séparent ». L'emplacement actuel de la ville de Montréal est le territoire des Premières Nations algonquines et mohawks et, a longtemps été considéré comme un lieu de rencontre et d'échange chez les peuples autochtones.

Le gouvernement du Canada s'associe à l'espace culturel Ashukan pour présenter l'exposition Voyage au cœur des territoires (A Walk through the Territories), mettant en vedette un mélange d'œuvres d'art traditionnelles et contemporaines des trois groupes autochtones. Il sera possible d'acheter les œuvres et de rencontrer les artistes, qui seront sur place. Des panneaux détaillés relateront en outre l'histoire et l'importance de l'art autochtone. Des tambours et d'autres artefacts culturels, dont une collection de jeux inuits, seront également présentés. De plus, des aînés des trois groupes autochtones au Canada seront présents pour discuter, avec les visiteurs, des peuples autochtones du Canada, transmettre leurs enseignements et aborder les questions liées à la RRC de leur propre point de vue. Les salles 514 A et B seront dédiées à la culture autochtone, de l'autre côté du Marché et de la tribune Ignite.

Artisans autochtones

Le foyer de la PR17 comprendra un marché autochtone d'artisans qui vendront des bijoux, des vêtements et d'autres objets d'artisanat. Les meilleures pratiques sur la RRC dans les collectivités autochtones seront également présentées.

Performance culturelle autochtone

Le 8 mars 2017 est la Journée internationale de la femme, une occasion de rendre hommage aux talents et réalisations des femmes du monde entier. En l'honneur de cette journée, une activité célébrant les femmes artistes autochtones sera tenue et mettra en vedette diverses danses et musiques traditionnelles de 16 h à 17 h 30 dans la salle 710A.

Conférence éco-responsable

La PR17 sera une rencontre éco-responsable, sans papier et favorisant le recyclage.

Reconnaisances

Sécurité publique Canada, au nom du gouvernement du Canada, et de l'UNISDR tiennent à souligner le soutien offert par les intervenants clés, y compris les hôtes et les hôtes conjoints des séances plénières et parallèles. Sans leur précieuse contribution, ces activités n'auraient pas été possibles. Leur générosité profite à chacun ici présent.

- Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC)
- Affaires mondiales Canada (AMC)
- Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA)
- Agence de la santé publique du Canada (ASPC)
- Alliance du secteur privé pour la résilience des sociétés en cas de catastrophe (ARISE)
- Bureau d'assurance du Canada (BAC)
- Bureau de l'aide étrangère aux sinistrés – Agence américaine pour le développement international (USAID/OFDA)
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) des Nations Unies
- CARE
- Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC)
- Coalition pour la résilience des enfants et des jeunes en Amérique latine dans les Caraïbes (CORELAC)
- Conseil d'éducation de l'Amérique latine et des Caraïbes (UNICEF, Save the Children, Aide et résilience, éducation et transition, Plan)
- Conseil international pour la science (ICSU)
- Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO)
- Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO)
- Earthquake Engineering Research Institute (EERI)

- Environnement et Changement climatique Canada (ECCC)
- Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)
- Gendarmerie royale du Canada (GRC)
- Global Network
- Gouvernement du Mexique
- Organisation des États américains (OEA) – Commission interaméricaine des femmes
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisation panaméricaine de la santé (OPS)
- PR17, conseil consultatif de l'UNISDR
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Province de Québec, et plus particulièrement le ministère de la Sécurité publique
- Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC)
- REDULAC (University Network for Latin America and the Caribbean for reducing disaster risk)
- Le Réseau mondial des Organisations de la Société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR)
- Ressources naturelles Canada (RNCan)
- Société mondiale de protection des animaux
- Swiss Re
- Union des nations sud-américaines (UNASUR)
- Universités : Brandon, Concordia, Laurentian, Northern Alberta Institute of Technology, Fondation de l'Université de Popayán-Colombia, UQAM, York
- Ville de Montréal
- White Helmets d'Argentine